

***l'Anti*capitaliste**

n°566 | 29 avril 2021 — 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG



**UN 1^{ER} MAI
CONTRE
MACRON ET
SON MONDE
CAPITALISTE**

**CONSTRUISSONS
LA VAGUE SOCIALE**

Dossier

**TURBULENCES EN
AMÉRIQUE LATINE**

Pages 6 et 7

ÉDITO

Généralistes putschistes
et apprentis sorciers
Page 2

PREMIER PLAN

Culture. Toujours mobiliséEs
contre la réforme de l'assurance
chômage Page 3



ACTU INTERNATIONALE

Tchad. D'un Déby à l'autre
Page 5

LES NÔTRES

Gérard Chaouat (1944-2021)
Page 12



édito

Par JULIEN SALINGUE

Généraux putschistes et apprentis sorciers

« **S** i rien n'est entrepris, le laxisme continuera à se répandre inexorablement dans la société, provoquant au final une explosion et l'intervention de nos camarades d'active dans une mission périlleuse de protection de nos valeurs civilisationnelles et de sauvegarde de nos compatriotes sur le territoire national » : ainsi s'exprimaient, le 21 avril sur le site du torchon *Valeurs actuelles*, 20 généraux à la retraite, revendiquant le soutien « [d']une centaine de hauts-gradés et plus d'un millier d'autres militaires ». 60 ans jour pour jour après le putsch des généraux à Alger, un quarteron d'officiers menace donc d'un coup d'État militaire pour faire face, selon leurs termes, à « un certain antiracisme », à « l'islamisme » et aux « hordes de banlieue ».

Macron et son gouvernement peuvent être fiers, eux qui ont largement contribué à diffuser, quand ils ne les ont pas initiées, des campagnes racistes et islamophobes, autour notamment de la loi « séparatisme » et de la pathétique polémique sur l'« islamo-gauchisme ». Les silences gênés du pouvoir face à la tribune des généraux ont été remarqués, et il aura fallu attendre quatre jours pour que la ministre des Armées Florence Parly sorte de sa réserve. Mais du côté de la Macronie, c'est « Circulez, y'a rien à voir », à l'image de l'ex-secrétaire d'État et désormais « coordonnateur national du renseignement et de la lutte contre le terrorisme » Laurent Nuñez : « Je n'ai pas à me prononcer sur cette tribune ».

Les mêmes qui voient du « fascisme » dans des réunions privées entre personnes racisées n'ont donc rien trouvé à redire, ou presque, à un appel au putsch formulé par des généraux certes à la retraite mais ayant encore, de toute évidence, des liens dans l'armée. Pas grand chose à dire non plus sur le fait que Marine Le Pen ait salué la tribune des généraux et les ait invités à la rejoindre : « Comme vous, je crois qu'il est du devoir de tous les patriotes français, d'où qu'ils viennent, de se lever pour le redressement et même, disons-le, le salut du pays. »

Nous ne sommes certainement pas à la veille d'un putsch militaire, mais cette tribune et les réactions – ou l'absence de réactions – qu'elle a suscitées en disent malheureusement long sur l'air du temps. Macron et les siens, à la fois apprentis sorciers et pompiers pyromanes, jouent un jeu particulièrement dangereux, face auquel la construction d'une opposition politique et sociale, radicale et massive, est plus que jamais à l'ordre du jour.

BIEN DIT

Depuis près d'un siècle, la diabolisation du cannabis sert aux politiques à cibler des boucs émissaires, à tenter de se refaire, à bomber le torse, à masquer leurs impuissances dans les autres domaines. Ils n'ont pas en tête la santé des jeunes, comme ils le prétendent. S'ils avaient ce souci, ils commenceraient par la seule mesure qui s'impose : organiser un marché régulé, seule mesure efficace pour diminuer les trafics, et mettre le paquet sur la prévention.

MICHEL HENRY (journaliste indépendant), liberation.fr, 22 avril 2021.

À la Une

UN 1^{ER} MAI CONTRE MACRON ET SON MONDE CAPITALISTE

Construisons la vague sociale

Depuis un an, le pouvoir repousse les frontières d'une gestion sanitaires inefficace, politiquement autoritaire et économiquement libérale de l'épidémie de Covid-19. Malgré l'incompétence, la désinvolture, le ridicule et les contradictions, cette gestion se résout dans une politique qui a sa cohérence et qui est tout à fait ravageuse pour notre camp social. Car même délégitimé et détesté comme jamais, le macronisme reste au service exclusif des ultra-riches.

Le pouvoir macroniste ne recule devant rien : men-songes, mépris, culpabilisation, provocations... Et plus encore, il surenchérit et profite de la sidération. C'est la stratégie du choc. Le « quoi qu'il en coûte » lancé pour justifier sa politique face aux crises est une réalité. Mais de quel coût parle-t-on ? De quels moyens employés ? Et au profit de qui ? Nous savons bien qui paye déjà, et qui paiera au centuple l'addition de ces crises – écologiques, sanitaires, économiques – mondiales : la grande majorité de la population, le prolétariat notre classe, et en son sein les plus attaqués (les précaires, chômeurEs, femmes, personnes racisées, LGBTI...).

Le macronisme à l'offensive

Pour prévenir les mobilisations qui ne vont pas manquer d'éclater en réponse à l'ensemble de son œuvre, le pouvoir s'arme aujourd'hui jusqu'aux dents, tente d'unir celles et ceux qui devraient être divisés et de diviser celles et ceux qui devraient être unis. Pour cela, il mène ces derniers mois une incroyable offensive sécuritaire et raciste : multiplication des lois (« sécurité globale », « séparatismes »...), campagnes d'opinion réactionnaires (« islamo-gauchisme »). N'en doutons pas, cette offensive ira crescendo jusqu'à l'élection présidentielle du printemps 2022, sur fond d'offensive patronale contre le monde du travail (licenciements et suppressions de postes, réforme de l'assurance chômage). Macron veut se poser en barrage vis-à-vis du RN de Marine Le Pen mais toute sa politique la nourrit. En 2022, le président restera le candidat naturel de la bourgeoisie qui a besoin d'une droite extrême fiable, issue des grandes écoles et des débris des vieux partis de

gouvernement, organiquement liée à l'État, à la bureaucratie de l'Union européenne et aux grandes entreprises du CAC 40. Marine Le Pen veut être, elle, la candidate d'une extrême droite « populaire » et moins policée, plus dangereuse encore car apte à gagner le pouvoir afin de satisfaire cette bourgeoisie résolue à écraser toute contestation et vie démocratiques.

Manifester et lutter pour rompre avec le capitalisme

Pour riposter à ces dangers, nous n'attendrons pas 2022, les luttes doivent converger dès aujourd'hui ! Car en France comme ailleurs dans le monde, même au plus fort des

restrictions sanitaires, jamais nos luttes et encore moins nos colères n'ont disparu. Grèves dans les entreprises et les services publics, luttes antiracistes, écologiques, féministes, LGBTI : tous les fronts de luttes sont restés animés. À l'échelle de la planète, au Liban, en Algérie, à Hong Kong, au Soudan, au Chili... des mouvements de masse se sont déployés.

Après un 1^{er} Mai 2020 confiné, ce 1^{er} Mai 2021, journée internationale des travailleurEs, est une journée de contestation. Toutes et tous, manifestons contre leur monde d'avant et contre le pire qu'ils nous préparent dès aujourd'hui : contre la réforme de l'assurance chômage,

les lois racistes et liberticides, les violences policières, les licenciements et la destruction des services publics, les impérialismes et la catastrophe climatique.

Toutes et tous, manifestons pour une autre politique sanitaire face au Covid, pour imposer des mesures répondant aux besoins vitaux du monde du travail, pour la solidarité de notre camp social par delà les frontières, pour notre « monde d'après », écosocialiste, débarrassé de l'exploitation et de toutes les oppressions, où les besoins sociaux seront déterminés de manière démocratique et écologique. Contre l'offensive capitaliste, plus que jamais : « On est là » !



MARCHE LESBIENNE

La PMA pour touTEs, ça ne se négocie pas

Dimanche 25 avril, à la veille de la journée de la visibilité lesbienne, environ 10 000 manifestantEs ont défilé dans les rues de Paris lors de la Marche lesbienne, appelée par le collectif Collages lesbiens.

En débat dans le cadre de la loi bioéthique, la PMA a été rejetée en seconde lecture en février par le Sénat, ce dernier refusant ainsi aux couples de femmes et aux femmes seules la possibilité d'accès à la procréation médicalement assistée remboursée, et excluant les personnes trans du dispositif. Aucune date n'a pour l'instant été officiellement fixée

pour le passage définitif du texte à l'Assemblée nationale, qui sera de toute façon une loi au rabais.

« Darmanin, t'es foutu, les lesbiennes sont dans la rue ! »

La marche lesbienne est apparue comme un moment incontournable pour porter nos revendications contre les tergiversations du gouvernement qui cède à l'extrême

droite et aux réactionnaires. Les affiches du NPA que nous avons collées la veille sur le parcours de la manifestation ont été partiellement arrachées par quelques réacs. La manifestation s'est cependant déroulée sans encombre contrairement à la marche lyonnaise la veille lors de laquelle une cinquantaine de fachos ont attaqué les manifestantEs avec projectiles. Ces événements

nous rappellent encore une fois que l'extrême droite et les politiques réactionnaires sont les pires ennemis des LGBTI. Des slogans antifascistes ont été clamés tout au long de la marche.

D'autres slogans ont été chantés avec succès dans un cortège du NPA massif et animé, majoritairement composé de jeunes femmes lesbiennes : « La PMA ! Maintenant ! Gratuite ! Pour toutes ! Ça ne se négocie pas ! », « Macron hypocrite, les lesbiennes vont en Belgique ! » ; « Darmanin, t'es foutu, les lesbiennes sont dans la rue ! »

Cette manifestation, dans un contexte politique de recul de nos droits et de montée réactionnaire, a montré le potentiel de mobilisation des lesbiennes. Cela doit nous faire réfléchir à la suite, comment construire un mouvement d'ensemble, porté par les LGBTI et

Un monde à changer

POGROMS ANTI-ARABES À JÉRUSALEM. Le gouvernement français a publié le 26 avril un communiqué qui commence par ces phrases : « *La France est vivement préoccupée par les tensions et les violences des derniers jours à Jérusalem, notamment autour de la vieille ville, ainsi qu'en Cisjordanie. Elle condamne fermement les tirs de roquette depuis la bande de Gaza qui ont visé des zones habitées du territoire israélien en violation du droit international. La France rappelle dans ce contexte son attachement indéfectible à la sécurité d'Israël.* »

Une fois de plus, la diplomatie de l'État français conjugue le mépris de la réalité et l'opportunisme vis-à-vis du pouvoir israélien. Que s'est-il passé ces derniers jours à Jérusalem sinon la conjonction de la violence de l'État et celle des bandes pogromistes de l'extrême droite israélienne ? Le premier élément ressort de la vie « normale » que l'occupant impose aux PalestinienEs, faite de brimades et de décisions arbitraires. L'État a interdit aux PalestinienEs de Jérusalem l'accès au voisinage de la porte de Damas, une des portes de la vieille ville, où les jeunes ont l'habitude de se rassembler durant cette période de Ramadan. Cela a fait monter la tension. Celle-ci s'est renforcée quand le groupe raciste Lehava est entré en action au cri de « *Mort aux Arabes* » transposant à Jérusalem des

pratiques déjà en usage en Cisjordanie occupée. Lehava dénonce (et pas seulement en paroles) les mariages entre juifs et non-juifs, les LGBT, et toute activité commune entre IsraélienEs juifs et arabes. Ces fascistes ont pourchassé et tabassé des PalestinienEs dans le centre-ville et voulu manifester à l'entrée de la vieille ville. Les PalestinienEs ont réagi, s'affrontant à la police israélienne qui protégeait les provocateurs. Des dizaines de jeunes ont été blessés et arrêtés. Suite à ces événements, quelques roquettes ont été lancées vers Israël depuis la bande de Gaza. Certaines roquettes ont été interceptées par le bouclier antimissile et d'autres sont tombées dans des terrains vagues.

Dans le communiqué français, aucune condamnation des pogromistes fascistes ; cela rappelle la réaction de Trump après la manifestation de Charlottesville en Caroline du Nord en 2017 où un suprémaciste blanc avait délibérément foncé dans la foule des antiracistes, tuant une femme. Comme avec Trump, les provocateurs suprémacistes et leurs victimes sont renvoyées dos-à-dos, tandis qu'est rappelé « *l'attachement indéfectible à la sécurité d'Israël* », comme si la sécurité de la principale puissance militaire de la région pouvait être mise en question par quelques roquettes !

Depuis près de deux mois le mouvement d'occupation des lieux de culture se poursuit et s'amplifie. La convergence avec les autres secteurs professionnels concernés par l'assurance chômage s'est très vite imposée : les intermittentEs du spectacle savent qu'ils et elles ne pèseront plus très lourd face au Medef quand le reste des droits des précaires aura été démantelé.

Convergence réussie

Ce 23 avril, c'était le premier test grandeur nature de cette possibilité de convergence. Et nous l'avons réussi. Nous avons construit ce 23 avril depuis les théâtres et lieux de culture occupés, et avec les associations de chômeurEs, des travailleurEs des organismes sociaux, et même des salariéEs des hôpitaux. Et quel bonheur de se retrouver aussi nombreuses et nombreux, aussi joyeux et aussi déterminés dans la rue vendredi dernier.

Alors bien sûr, construire en France en 2021 un mouvement massif de chômeurEs et précaires est un véritable défi. C'est certainement ce qui explique que la confédération CGT a remis certaines de ses critiques pour appeler à cette date en la construisant le mieux possible. Comme souvent, dans beaucoup d'endroits, les UD et les syndicats ont su depuis la base mettre leurs forces dans la bataille.

De la même manière, au niveau national et local, Solidaires a pesé autant que possible, souvent en lien avec la CGT, pour que cette

CULTURE Toujours mobiliséEs contre la réforme de l'assurance chômage

Le 23 avril dernier, nous étions plus de 10000 personnes à Paris et plusieurs dizaines de milliers dans toute la France pour dire non à la réforme de l'assurance chômage dont l'application est prévue au 1^{er} juillet: non à la baisse drastique des indemnités chômage des plus précaires; non au milliard d'économie prévu annuellement sur leur dos; mais non aussi à la situation actuelle où près d'unE chômeurE sur deux est privé d'indemnisation.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

première journée soit à la hauteur de la situation. Un défi donc, mais ce 23 avril aura montré qu'il était possible de commencer à le relever. Et le 1^{er} Mai sera une étape de plus dans la construction de ce mouvement interpro.

Rendez-vous le 1^{er} Mai... et après

Une étape de plus, mais par le caractère « traditionnel » du 1^{er} Mai, nous savons aussi que les parcours,

les pratiques et habitudes de cette date sont souvent difficiles à faire bouger. Si cette journée peut nous permettre de visibiliser davantage la (seule) lutte en cours contre la réforme de l'assurance chômage, c'est certes important, mais il nous faut de toute urgence, au-delà de cette journée, pouvoir tracer des perspectives de mobilisation et de convergence. Les pressions des directions des lieux occupés commencent à se faire plus insistantes en maints endroits et la nécessité

de d'autres secteurs prennent le relais est de plus en plus vitale. À l'heure actuelle, il semble difficile d'envisager un mouvement massif, mais peut-être l'enjeu réside-t-il dans une dynamique de relais entre plusieurs secteurs, permettant ainsi à la mobilisation de passer outre la réouverture des lieux et de tenir jusqu'à l'été où, on le sait, d'autres leviers, plus importants, sont alors employables.

Alors que nous écrivons, une coordination des lieux occupés se tient à Villeurbanne (TNP occupé). L'ordre du jour proposé témoigne de l'actualité et de l'urgence de ces questions. Gageons que les différents groupes de travail, que le croisement des expériences, que l'élaboration collective, permettront de tendre des perspectives à la hauteur des enjeux. Et surtout, un défi qu'il nous est urgent et vital de relever. Parce que moins de droits pour les chômeurEs, c'est plus de droits pour les patrons. Alors il en va de l'avenir de notre classe de mettre un coup d'arrêt à cette réforme inique et tristement historique.

Commission culture du NPA

Le chiffre

1 981 milliards

Le total des dépenses militaires mondiales s'est élevé à 1 981 milliards de dollars en 2020, selon de nouvelles données publiées le 26 avril par le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI). Soit une augmentation de 2,6% par rapport à 2019, alors que le PIB mondial a, de son côté, chuté de 4,4%.



Agenda

Vendredi 30 avril, vendredi de la colère contre l'assurance chômage.

Samedi 1^{er} mai, journée internationale des travailleurEs.

À Paris, manifestation à 14 h, place de la République.

Vendredi 7 mai, vendredi de la colère contre l'assurance chômage.

Vendredi 7 mai, rassemblement en solidarité avec Assa Traoré, Paris.

À 14 h, devant le TGI de Paris.

Samedi 29 mai, manifestation pour célébrer la Commune de Paris, Paris.

À 14 h de la place de la République en direction du Père-Lachaise. À partir de 10 h, sur la place de la République, animations, spectacles, prises de parole, pique-nique.

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveauparticantcapitaliste.org

NO COMMENT

Le nerf de la guerre, c'est la finance. Avec elle, pour protéger notre planète, nous pouvons changer la donne.

EMMANUEL MACRON, Twitter, 22 avril 2021.

qui permette de changer le rapport de forces pour imposer des victoires matérielles, à commencer par la PMA gratuite et ouverte à touTEs. L'absence de toute une partie du mouvement ouvrier à la marche atteste de la nécessité de porter les revendications de la lutte des classes au sein du mouvement LGBTI et inversement.

La lutte continue

Depuis le début de l'année 2021, les manifestations des personnes LGBTI marquent un tournant, elles ne se fixent plus sur le calendrier habituel des seules Pride et retrouvent des débuts de structuration. Elles sont aussi le témoin d'une radicalisation importante ces dernières années de la jeunesse et des LGBTI.

ArrivéEs à République, une grande partie des manifestantEs sont restés sur la place et ont écouté les prises

de parole des Dégommeuses, Divines LGBTIQI+, FierEs. De notre côté, nous avons pris la parole depuis notre camion : « *Nous sommes la commission LGBTI du NPA. Pour contrer Macron, pour contrer le Front national qui monte, il faudra bien plus qu'une manifestation ! Il faut se préparer à un grand mouvement d'ensemble, des travailleuses, des travailleurs, des LGBTI, des antiracistes, tout le monde uni pour dégager ce gouvernement, dégager l'extrême droite. Et construire une autre société, parce qu'il y en a assez de cette société qui opprime les trans, les gouines et les pédés.* »

La lutte pour gagner la PMA continue, à commencer par les marches des fiertés qui auront lieu dans de nombreuses villes ; dont le samedi 15 mai à Orléans, le 22 mai à La Rochelle, courant mai-juin à Lille, le 12 juin à Lyon, le 3 juillet à Marseille.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Nous nous donnons rendez-vous en juin à Paris aux côtés du NPA pour une Pride politique et revendicative, c'est dans ce sens que nous avons

organisé une première réunion pour proposer une Pride parisienne dans un cadre collectif.

Commission LGBTI du NPA

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoiimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

MAROC

Pour la libération immédiate de Omar Radi et Soulaïman Raïssouni, journalistes en grève de la faim

Un communiqué du NPA.

Le NPA apporte son soutien aux deux journalistes indépendants Soulaïman Raïssouni et Omar Radi, arbitrairement placés en détention provisoire depuis près d'un an et en grève de la faim depuis le 8 avril pour protester contre leurs conditions de détention et de jugement (audiences sans cesse reportées, refus répétés de leurs demandes de remise en liberté provisoire, détention à l'isolement...).



Omar Radi. DR

La presse indépendante dans le viseur

Soulaïman Raïssouni est éditorialiste et rédacteur en chef du quotidien *Akhbar al-Yaoum*, le dernier journal indépendant du pays, cible d'un véritable acharnement judiciaire notamment depuis sa couverture du Hirak du Rif, soulèvement populaire dans le nord du Maroc en 2017. Le journal a récemment dû mettre la clef sous la porte (condamnation à 15 ans de prison ferme de son directeur, Taoufik Bouachrine, en 2018 ; arrestation en 2019 de la journaliste et nièce de Soulaïman, Hajar Raïssouni...). À l'encontre de ces journalistes comme de toute voix dissidente, l'utilisation de chefs d'accusation à caractère sexuel fait de plus en plus partie de l'arsenal destiné à réprimer la liberté d'expression et de la presse au Maroc et a pour but de décourager toute tentative de solidarité internationale : accusation d'« attentat à la pudeur avec violence et séquestration » pour Soulaïman, de viol et agression sexuelle, en plus des accusations d'espionnage et d'« atteinte à la sûreté de l'État » contre Omar, journaliste engagé et militant des droits humains internationalement reconnu, détenu au terme d'un long acharnement judiciaire et policier.

Vaste campagne répressive

Ces arrestations s'inscrivent dans le cadre d'une vaste campagne de musèlement de toute voix critique menée depuis deux ans en répression du puissant mouvement de contestation sociale et politique du Hirak, campagne dont pâtissent journalistes, militants, intellectuels et artistes contestataires : condamnation à un an de prison de l'historien et militant des droits démocratiques Maati Monjib pour « atteinte à la sûreté de l'État », condamnation du youtubeur Chafik El-Omerani, en grève de la faim depuis fin février, pour « outrage à des institutions constitutionnelles »...

Le NPA s'associe à la pétition de 120 journalistes marocains qui dénoncent l'impunité d'une « presse de diffamation », liée aux services de sécurité et chargée de salir la réputation des voix contestataires, et la « violation répétée de la présomption d'innocence » de Soulaïman et d'Omar, dont la grève de la faim hypothèque gravement leur santé déjà très fragile. Avec eux, le NPA réclame la fin de leur isolement pénitentiaire, leur libération immédiate ainsi que celle de tous les leaders du Hirak, détenus politiques et d'opinion au Maroc abusivement détenus au terme de procès iniques entachés d'accusations de torture.

Nouveau Parti anticapitaliste

ÉTATS-UNIS La culpabilité de Chauvin et l'avenir des services de police

Par une décision qui a été célébrée à Minneapolis et dans toute l'Amérique, un jury de douze hommes et femmes noirs et blancs a reconnu, le 20 avril, le policier blanc Derek Chauvin coupable de deux chefs d'accusation de meurtre dans le cas de George Floyd, un homme noir.

Les policiers sont rarement inculpés et jugés et il est extrêmement rare qu'ils soient reconnus coupables de meurtre. Trois autres policiers qui ont été accusés d'avoir contribué au meurtre de Floyd seront également jugés prochainement.

Les raisons d'un verdict

Trois choses ont entraîné la condamnation de Chauvin. Premièrement, Darnella Frazier, une fille courageuse de 17 ans, a utilisé son téléphone portable pour filmer le meurtre de George Floyd par Chauvin. La vidéo montre Chauvin avec son genou sur le cou de Floyd pendant neuf minutes alors que Floyd disait à plusieurs reprises : « Je ne peux pas respirer ». Cette vidéo est devenue la principale preuve du procès, l'accusation disant aux jurés : « Croyez ce que vous voyez ».

Deuxièmement, le meurtre de Floyd le 25 mai 2020 a déclenché des manifestations nationales qui se sont multipliées tout au long du printemps et de l'été 2020, avec au moins 15 millions d'États-Uniens manifestant et marchant, d'un océan à l'autre. Les manifestations de Black Lives Matter ont conduit à des demandes de réforme de la police et ont modifié les attitudes du public.

Troisièmement, le jury mixte a rompu avec la pratique habituelle de l'impunité policière et a prononcé une inculpation pour meurtre. Chauvin n'a pas encore été condamné, mais il pourrait aller en prison pendant plus de quarante ans.

DEREK CHAUVIN RECONNU COUPABLE
LA POLICE AMÉRICAINE INQUIÈTE



Le président Joseph Biden a commenté le verdict : « C'était un meurtre en pleine lumière et cela a arraché les œillères pour que le monde entier voie le racisme systémique... qui est une tache dans l'âme de notre nation ; le genou sur le cou de la justice pour les Noirs américains ; la peur et le traumatisme profonds, la douleur, l'épuisement que les Américains à la peau noire ou brune éprouvent chaque jour. »

Un tournant ?

Pourtant, alors même que Chauvin était jugé, dans une banlieue de Minneapolis, une policière blanche a tiré et tué Duane Wright lors d'une interpellation pour une immatriculation de voiture expirée. L'officier a affirmé qu'elle avait pris son arme pour son Taser. Les Noirs sont deux

fois et demie plus susceptibles d'être tués par la police que les Blancs. Déjà en 2021, la police a abattu 241 Noirs à l'échelle nationale, contre 235 en 2020. La plupart des personnes tuées sont des hommes noirs, mais il y a aussi des femmes et des enfants. Alors que les Noirs et les progressistes ont célébré l'inculpation de Chauvin, et que certains y voient un tournant possible, d'autres sont sceptiques. Aux États-Unis, les États et les villes ontrôlent généralement le maintien de l'ordre ; il existe 49 services de police d'État et 17 985 services de police locaux. Les Démocrates ont rédigé un projet de loi (George Floyd Justice in Policing Act) qui donnerait plus de pouvoirs au ministère fédéral de la Justice pour enquêter sur les problèmes de comportement de la police, créerait

des agences indépendantes dans les États pour enquêter sur l'usage excessif de la force, établirait un registre fédéral des plaintes, réduirait l'immunité légale dont jouit la police. Le texte exigerait le port de caméras, interdirait les étranglements et abolirait les mandats qui permettent à la police d'entrer chez quelqu'un sans même sonner à la porte. Les Républicains, qui ont la réputation d'être le parti de la loi et de l'ordre et soutiennent généralement la police, s'opposent au projet de loi, affirmant qu'ils veulent des changements plus modérés.

Un rapport de forces à construire

Lors des manifestations Black Lives Matter de 2020, les Noirs et les progressistes (gauche modérée) ont appelé à « dé-financer la police » (« defund the police »), c'est-à-dire au transfert des crédits pour la police vers d'autres domaines tels que les programmes de santé mentale. L'extrême gauche, y compris les socialistes démocratiques d'Amérique (DSA), préconise l'abolition de la police. Mais seule une poignée de villes ont réduit leur budget de police et aucune ville n'a aboli la police. Une majorité d'électeurs noirs s'opposent à des coupes budgétaires drastiques ou à l'abolition de la police, car beaucoup vivent dans des quartiers à forte criminalité. Les progressistes ne soutiennent pas non plus l'abolition de la police. L'inculpation de Chauvin est un événement capital et pourrait être un tournant, mais la réforme de la police dépend en fin de compte de la construction d'un mouvement populaire de réforme de l'éducation, de la santé, du logement, ainsi que de la fin du racisme et des violences policières. Nous devons mettre fin aux inégalités de richesse et de pouvoir et, en fin de compte, nous devons abolir le capitalisme.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

ÉCOLOGIE « Dernière chance » pour le climat ou pour le capitalisme vert ?

En initiant un sommet international sur le climat, Joe Biden affiche sa volonté de tourner la page climato-sceptique de Donald Trump. Au lendemain de son investiture, il avait annoncé le retour des États-Unis dans l'Accord de Paris ; avec le sommet qui s'est tenu les 22 et 23 avril, il veut s'affirmer comme le maître d'œuvre des discussions climatiques mondiales. Comme il y a beaucoup à rattraper, il faut parler fort : « Nous sommes dans une course pour surmonter la crise existentielle de notre époque [...]. C'est la décennie décisive. »



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Impossible effectivement d'ignorer plus longtemps le gouffre qui sépare l'objectif fixé lors de la COP21 en 2015 à Paris de « maintenir le réchauffement bien au-dessous de 2°C tout en continuant les efforts pour ne pas dépasser 1,5°C par rapport à l'ère préindustrielle » et les engagements des États qui conduisaient à un réchauffement de 3,3°C d'ici 2100.

« Nous ne sommes pas dupes »

Au risque de casser l'ambiance, rappelons que, selon le GIEC, le scénario qui donne 50% de chances de

maintenir le réchauffement sous les 1,5°C sans géo-ingénierie exige une baisse des émissions nettes dans le monde de 58% en 2030 par rapport à 2010 ; ce qui signifie, au vu de leurs responsabilités historiques, au minimum une réduction de 65% dans l'Union européenne – soit 10 points de plus que l'objectif de 55% que l'UE est si fière d'afficher – et d'environ 70% aux États-Unis.

Macron, qui joue au premier de la classe sur la scène internationale, constitue une bonne mesure de la sincérité des engagements. Il est

dénoncé avec raison par un collectif de jeunes engagés pour le climat, « Nous ne sommes pas dupes » : « Voir le gouvernement et la majorité se féliciter de cette loi climat représente pour nous le comble de l'indécence. Si l'autocongratulation permettait de réduire les émissions de gaz à effet de serre, nul doute que ce gouvernement nous aurait déjà libérés de la crise climatique ».

Le capitalisme est incompatible avec la décroissance nécessaire de la production matérielle et des transports. Les seules « solutions » envisageables par ses dirigeants s'appuient sur le marché, le rôle de la finance et un coût pour le carbone vantés par Macron, ou « la création d'un marché carbone pour le transport et le bâtiment » promue par la présidente de la Commission européenne.

La chance pour la justice sociale et climatique ne réside pas dans ces sommets, elle « ne peut venir que des luttes des peuples » (Greta Thunberg). Raison de plus pour réussir les MARCHES CLIMAT du 9 mai prochain. **Commission nationale écologie**

C'est à peine si quelques-uns se sont risqués à déplorer à mi-voix le peu de respect manifesté par le défunt aux droits démocratiques les plus élémentaires durant son long règne. Fidèle à l'héritage paternel, son fils aîné, par ailleurs massacreur galonné, s'est emparé sur-le-champ du pouvoir en prenant la tête d'un « comité militaire de transition ». Un véritable coup d'État pour maintenir coûte que coûte la dictature dans un pays en pleine ébullition sociale et politique, et que Macron s'est empressé d'endosser en se rendant aux obsèques de Deby quelques jours plus tard à N'Djaména.

Rempart de la Françafrique

L'hommage de la France à Déby est évidemment loin d'être désintéressé. Les démonstrations d'amitié appuyées au clan Déby témoignent moins de la reconnaissance à un allié fidèle que du souci de garantir la stabilité d'un pays qui au cours de la dernière décennie est devenu le principal relais de la « Françafrique », ce système d'alliance politico-militaire avec des dictatures sanglantes qui permettent à la bourgeoisie française de maintenir son influence économique dans la région.

Non seulement le Tchad accueille des bases militaires françaises, qui font de ce pays un véritable porte-avions au cœur du continent africain, mais elle donne aussi à la France les moyens de mener des guerres low-cost dans la région. En effet, que ce soit au Mali, au Cameroun, ou au Nigeria contre Boko Haram ou d'autres groupes djihadistes, ou en Centrafrique et au Congo contre des milices rebelles, ce sont les soldats

TCHAD D'un Déby à l'autre

Quelques heures à peine après la mort d'Idriss Déby Itno, l'autocrate au pouvoir depuis plus de trente ans au Tchad, tué le 20 avril dernier dans des circonstances particulièrement opaques, diplomates, militaires et politiciens français se déversaient en hommages particulièrement répugnants sur ce « grand guerrier » et « ami fidèle de la France ».



WIKIMEDIA COMMONS

tchadiens déployés en masse qui supportent le gros des pertes pour le compte des opérations militaires françaises. La seule bataille de Bohoma en mars 2020 a coûté plus du double de morts tchadiens que tous les morts français en huit ans d'opération Barkhane !

Lutte prolongée

La sous-traitance militaire effectuée par Idriss Déby lui a valu de longue date une rare complaisance des autorités françaises face à ses dérives despotiques. Malgré un multipartisme de façade depuis les années 1990, la contestation a toujours été réprimée avec la

même violence, qu'il s'agisse de groupes armés dissidents, comme le Fact (Front pour l'alternance et la concorde au Tchad), la rébellion à qui est attribuée la mort de Déby, du mouvement ouvrier organisé autour de la « Plateforme revendicative syndicale » (un regroupement des principaux syndicats) ou des manifestations de jeunes. Ainsi en 2016, des manifestations de lycéens qui protestaient contre le viol d'une de leurs camarades par des fils de généraux et de ministres, ont été dispersées à coups d'armes à feu par la gendarmerie, faisant au moins deux morts et des dizaines de blessés. La même année, la chute

des cours du pétrole provoqua une crise économique et sociale dans lequel le pays est toujours enlégé aujourd'hui. Plutôt que de réduire la voilure militaire, Déby décida de s'attaquer au mouvement ouvrier organisé, travailleurEs du pétrole et des services publics notamment, en réduisant de moitié primes et salaires. S'ensuivit en retour une vague de grèves, culminant par plusieurs journées de grève générale entre 2019 et 2021, la dernière ayant eu lieu en janvier dernier.

Et maintenant ?

La contestation s'est prolongée par des manifestations de masse contre son élection pour un sixième mandat présidentiel. La mort soudaine de Déby permet peut-être de faire disparaître de la scène un personnage devenu encombrant, mais l'essentiel pour les tenants de la Françafrique est sauf. Un Déby remplace l'autre, et les oppositions politiques, armées ou non, réclament toute l'intervention ou l'arbitrage bienveillant de la France pour remplacer ou collaborer à ce nouveau pouvoir. De ceux-là, les travailleurEs tchadiens et les masses pauvres n'ont rien à attendre. Mais ils ont montré au cours des dernières années qu'ils ne manquent pas de ressources, ni de combativité.

Correspondant

BIRMANIE Malgré les difficultés, les pauvres de Rangoun jurent de se battre

Les communautés de la classe ouvrière ont peut-être été parmi les plus durement touchées par le coup d'État, mais malgré leurs difficultés, beaucoup restent déterminés à voir les militaires renversés.

De Shwepyithar à Hlaing Tharyar, de North Okkalapa à South Dagon, les quartiers ouvriers de Yangon [Rangoun] ont été parmi les plus résistants face au régime militaire. Des dizaines de personnes ont été tuées, les forces de sécurité déployant des armes de combat pour maîtriser l'opposition dans la rue. Depuis la mi-mars, ces townships industriels sont soumis à la loi martiale, avec un couvre-feu plus strict qu'ailleurs dans la ville. De nombreuses affaires dites pénales sont jugées par des tribunaux militaires.

Possible effondrement économique

Ces townships ont également été parmi les plus touchés par les retombées économiques du coup d'État du 1^{er} février. La Banque mondiale a révisé à la baisse, le mois dernier, ses prévisions pour l'économie du Myanmar en 2020-21, avec une contraction du PIB de 10%. D'autres annoncent une contraction pouvant atteindre 20% et un possible effondrement économique.

De nombreux ménages de ces régions pauvres étaient déjà en difficulté en raison des impacts de la pandémie de Covid-19, après que le gouvernement de la Ligue nationale pour la démocratie (LND)



WIKIMEDIA COMMONS

a ordonné deux fermetures strictes l'année dernière. « Les sommes épargnées étant déjà épuisées, de nombreux ménages pauvres ont été contraints de réduire leur consommation pour faire face à la situation », avertit la Banque mondiale. Combiné aux « défis existants en matière de protection sociale », l'impact du coup d'État « entraînera probablement une forte augmentation de la pauvreté, des risques accrus pour la sécurité alimentaire et un dénuement plus profond pour les personnes déjà pauvres ». Depuis la mi-mars, des centaines de milliers de travailleurs

migrants ont quitté Yangon en raison du manque de travail et des problèmes de sécurité, retournant dans les zones rurales où il y a très peu d'emplois et où ils sont tributaires du soutien de leurs proches.

Le soutien à la révolution ne faiblit pas

Une grande partie de ces retombées économiques ont été « auto-imposées », dans le but de priver la junte de sa légitimité et de ses revenus. Le mouvement de désobéissance civile a fermé les banques et perturbé le commerce, tandis que

les manifestations de rue ont incité de nombreuses entreprises à fermer leurs portes. La fermeture des installations gouvernementales, en particulier des services de santé, a également affecté les pauvres de manière disproportionnée. Frontier s'est entretenu avec un certain nombre de personnes vivant dans la banlieue de Yangon [Rangoun] qui, avant le coup d'État, occupaient généralement des emplois précaires et mal rémunérés. Malgré les difficultés qu'ils rencontrent, ils affirment que leur soutien à la révolution n'a pas faibli et ils attribuent la responsabilité de la crise économique aux militaires qui ont renversé illégalement le gouvernement de la LND.

Bien que certains signes timides de reprise économique soient évidents, Ko San Yu Maung, secrétaire général d'Action Labour Rights, déclare que les usines qui avaient rouvert fonctionnaient bien en deçà de leur pleine capacité. « Depuis le coup d'État militaire, les gens ont vraiment du mal à gagner leur vie. Ils vivent tous dans un climat de peur. Ils vont travailler aujourd'hui bien qu'ils se sentent menacés par les forces de sécurité, car s'ils ne travaillent pas, ils n'auront pas d'argent pour se nourrir demain », explique-t-il.

Article publié sur le site

Frontier Myanmar

Version intégrale (en français) sur alencontre.org

INDE La crise du covid est principalement de la responsabilité de Modi

Le 21 avril 2021, l'Inde a enregistré 315 000 cas en l'espace de 24 heures. Tel hôpital est à court de lits, tel autre n'a plus d'oxygène, tandis que le Premier ministre Narendra Modi et son cabinet se déroberont à leurs responsabilités.

Un an après le début de la pandémie, 16 millions de personnes en Inde ont été détectées comme étant infectées et il y a 185 000 morts confirmées de la pandémie. « Détectées » et « confirmées » car les données sur la mortalité en Inde pendant cette pandémie ne sont absolument pas fiables.

Conséquences de la privatisation

Les conséquences du transfert des soins de santé au secteur privé et du sous-financement de la santé publique ont été terrifiantes. Depuis des années, les défenseurs des soins de santé publique ont demandé que le gouvernement y consacre davantage d'investissements et qu'il se repose moins sur les soins de santé axés sur le profit. En vain. Les gouvernements indiens ont consacré de très faibles montants à la santé : 3,5% du PIB en 2018, un chiffre qui est resté le même depuis des décennies. Fin 2020, le gouvernement indien a admis qu'il avait 0,8 médecin pour 1 000 Indiens et 1,7 infirmière pour 1 000 Indiens. Aucun pays de la taille et de la richesse de l'Inde ne dispose d'un personnel médical aussi faible. Et ce n'est pas tout. L'Inde ne dispose que de 5,3 lits pour 10 000 habitantEs, alors que la Chine, par exemple, dispose de 43,1 lits pour le même nombre. L'Inde n'a que 2,3 lits de soins intensifs pour 100 000 personnes (contre 3,6 en Chine) et elle ne dispose que de 48 000 ventilateurs (la Chine en avait 70 000 rien qu'à Wuhan).

La faiblesse des infrastructures médicales est entièrement due à la privatisation, avec les hôpitaux du secteur privé faisant fonctionner leur système selon le principe de l'occupation profitable maximale et n'ayant pas la capacité de gérer les pics. La théorie de l'optimisation ne permet pas au système de faire face aux pics, car en temps normal, cela signifierait que les hôpitaux auraient une capacité excédentaire. Et le secteur privé ne va pas volontairement développer un surplus de lits ou un surplus de ventilateurs : c'est ce qui provoque inévitablement la crise en cas de pandémie.

Vaccins et oxygène

Les pénuries sont un problème normal dans toute société. Mais les pénuries de produits médicaux de base en Inde pendant la pandémie ont été scandaleuses.

L'Inde est connue depuis longtemps comme la « pharmacie du monde », car le secteur de l'industrie pharmaceutique indienne est doué pour la rétro-ingénierie sur toute une gamme de médicaments génériques. Elle est le troisième plus grand fabricant de l'industrie pharmaceutique. L'Inde représente 60% de la production mondiale de vaccins, et est devenue le plus grand producteur de comprimés pour le marché US. Mais rien de tout cela n'a aidé pendant la crise.

Les vaccins contre le Covid-19 ne sont pas disponibles pour les Indiens au rythme nécessaire. Les vaccinations pour les Indiens ne seront pas complètes avant novembre 2022. La nouvelle politique du gouvernement permettra aux fabricants de vaccins d'augmenter les prix, mais pas de produire assez rapidement pour couvrir les besoins (les usines de vaccins du secteur public indien sont à l'arrêt). Aucun approvisionnement rapide à grande échelle n'est prévu. Il n'y a pas non plus suffisamment d'oxygène médical, et les promesses d'accroissement des capacités n'ont pas été tenues par le parti au pouvoir. Le gouvernement indien a exporté de l'oxygène, même lorsqu'il est devenu évident que les réserves nationales étaient épuisées.

Le 25 mars 2020, Modi déclarait qu'il gagnerait ce Mahabharat – cette bataille épique – contre le Covid-19 en 18 jours. Aujourd'hui, plus de 56 semaines après cette promesse, l'Inde ressemble davantage aux champs ensanglantés de Kurukshetra¹, où des milliers de personnes gisent mortes alors que la guerre n'en est même pas arrivée à la mi-temps.

Vijay Prashad

Version intégrale (en anglais) sur asiatimes.com

1 – Ville sainte à proximité de Delhi.

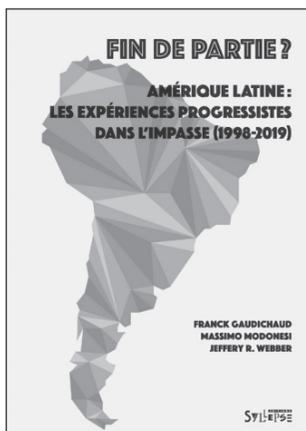


AMÉRIQUE LATINE LA FIN D'UN «ÂGE D'OR» PROGRESSISTE

Extrait d'un entretien de Rosa Moussaoui avec notre camarade **Franck Gaudichaud**, co-auteur – entre autres – de «*Fin de partie ? Amérique latine : les expériences progressistes dans l'impasse (1998-2019)*» (Syllepse, 2020) et de «*Gouvernements progressistes en Amérique latine (1998-2018). La fin d'un âge d'or*» (Presses universitaires de Rennes, 2021).

Dans l'équation de ce que vous diagnostiquez comme un «épuiement» des expériences alternatives progressistes en Amérique latine, quelle est la part des ingérences extérieures et celle des facteurs politiques internes ?

Il y a eu reflux, voire crise des gouvernements progressistes, même si ce n'est pas une «fin de cycle» – on assiste même à un rebond notable (Bolivie, Argentine, Mexique, demain peut-être l'Équateur ou le Brésil). Nous parlons néanmoins de la fin d'un «âge d'or», combinant rentes élevées, croissance économique, baisse de la pauvreté, articulation entre mouvements et gouvernements, nouvelles intégrations régionales et coopération Sud-Sud, recul de l'influence étatsunienne, etc. Certains imputent unilatéralement ces replis et revers à l'impérialisme et à la politique étrangère des États-Unis, dans une perspective «campiste». D'autres – et j'en suis – estiment réducteur d'en rester à ce diagnostic et attirent l'attention sur des contradictions internes et impasses : perte de lien avec les mouvements populaires, bureaucratisation ou émergence de nouvelles castes, autoritarisme, néo-extractivisme forcené. Une «gauche» qui voulait changer le pouvoir a été attrapée par la verticalité de la machine étatique, par le capitalisme d'État aussi, qui a aspiré une partie des forces vives issues des mouvements sociaux. Il faut citer, encore, le problème de la corruption, parfois massive, qui a fait beaucoup de mal. Autant d'éléments qui ont contribué à tendre les relations entre ces exécutifs et ceux qui les avaient portés au pouvoir : les classes populaires mobilisées, les mouvements indigènes et paysans, les syndicats de travailleurs, les féministes et les intellectuels critiques, les



écologistes. Dans les cas les plus extrêmes, ces tensions se sont traduites par des phénomènes de répression étatique soutenue, comme dans le cas du Nicaragua de Daniel Ortega. Dans d'autres par un essoufflement relatif du consensus social-démocrate, comme avec le Front Large en Uruguay. Entre les deux, il y a mille nuances de gris.

La restauration néolibérale s'est partout traduite par le désastre économique, la récession, l'explosion de l'endettement toxique. L'efficacité économique appartient-elle désormais au camp progressiste ?

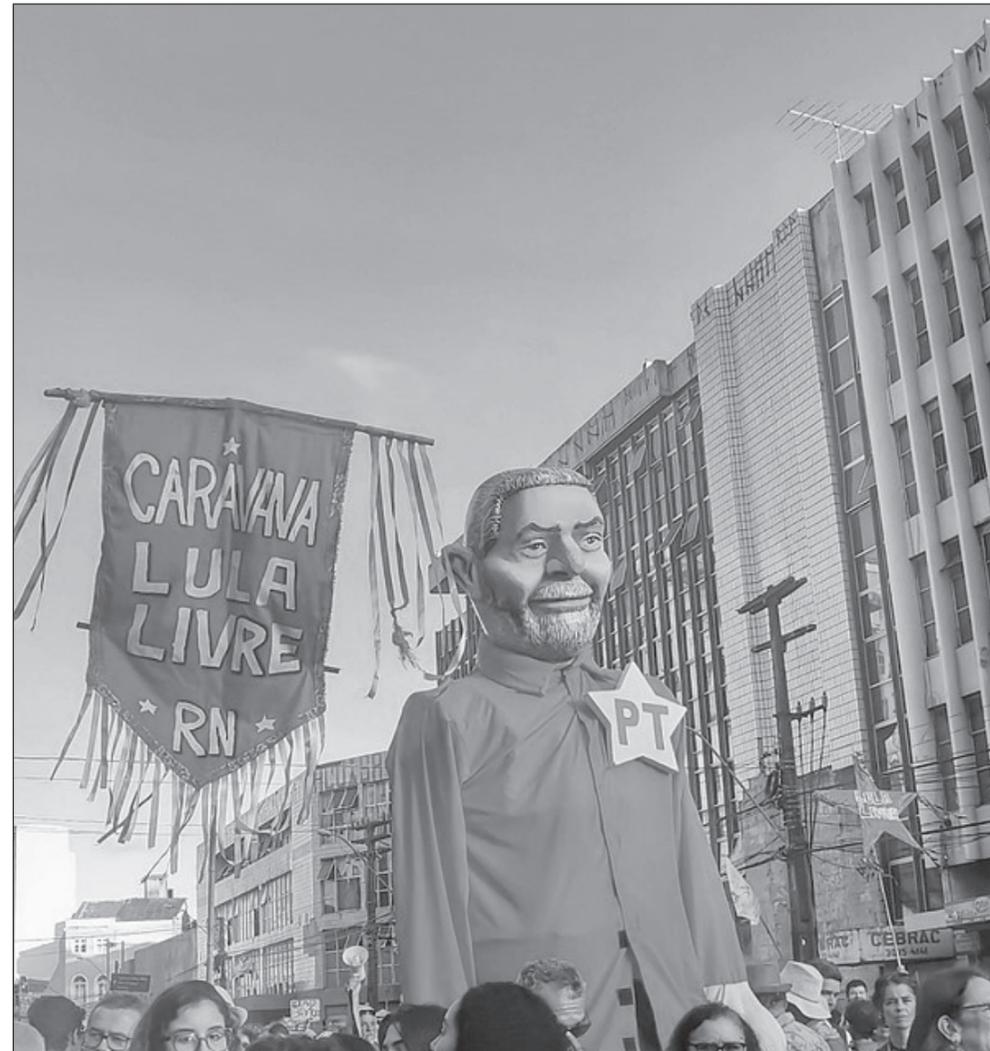
S'il faut porter un regard critique sur le bilan des expériences progressistes pour penser l'avenir, il faut constater que celui de la restauration néolibérale-conservatrice est catastrophique. La droite se montre incapable de créer les conditions de la stabilité économique, et elle se conforme à des pratiques toujours plus néolibérales autoritaires. C'est un échec complet : qu'elle reprenne la main par les urnes comme en Argentine avec Mauricio Macri ou en Uruguay, qu'elle s'empare du pouvoir par un

coup d'État, comme en Bolivie, qu'elle le fasse suite à des mois de déstabilisation institutionnelle et démocratique, comme au Brésil. Cela ouvre ainsi la porte au retour des progressistes, qui apparaissent alors comme une alternance «désirable» ou tout du moins possible pour des millions de personnes. Et lorsque ces droites se maintiennent au pouvoir (au Chili ou en Colombie par exemple), elles doivent faire face à un retour de grandes mobilisations populaires. C'est tout le problème pour les classes dominantes, dans cette période de crise profonde et de pandémie : les droites n'incarnent plus une alternative crédible, gage de stabilité pour le capital. Ou alors lorsqu'elles l'incarnent, c'est sous la forme d'une droite extrême et fascisante, comme celle de Jair Bolsonaro au Brésil. Néanmoins, l'arrivée de progressistes «tardifs» comme au Mexique avec Lopez Obrador ou le retour électoral du centre-gauche dans certains pays ne sont aucunement synonymes de garantie d'un retour à une période de croissance et stabilité : l'Amérique latine – comme le reste du monde – est entrée dans une période de fortes turbulences, où se combinent une gigantesque crise économique, la crise sanitaire, l'approfondissement de la crise de la biosphère et une nouvelle polarisation sociale, politique et idéologique. Ceci avec en toile de fond une dangereuse montée en force des réactionnaires, des évangéliques et des extrêmes droites «alternatives», qui mobilisent de plus en plus massivement au sein des couches populaires. L'enjeu démocratique est là, aussi bien pour les gauches émancipatrices que pour les mouvements sociaux.

Version intégrale disponible sur contretemps.eu

BRÉSIL DE LULA À BOLSONARO... PUIS LULA?

Face à la désorientation générale de la bourgeoisie brésilienne et au mécontentement populaire croissant, les humeurs politiques ont changé. Lula a été incarcéré suite à des décisions judiciaires politisées, puis, une fois libéré, il retrouve ses droits politiques. Nous analyserons ici les événements récents à la lumière de l'évolution générale de la conjoncture brésilienne.



WIKIMEDIA COMMONS

Comme toile de fond de la chute du PT [dans les années 2010], on trouve la perte d'efficacité du lulisme comme moyen de régulation des tensions sociales dans le pays. Récapitulons les traits principaux de ce processus.

Épuisement du lulisme

Après une décennie couronnée de succès, au cours de laquelle il a concilié de modestes améliorations pour ceux d'en bas tout en préservant les privilèges habituels de ceux d'en haut, une convergence de facteurs sociaux, politiques et économiques a mis le lulisme en échec. La conjonction entre les journées de juin 2013, le plus grand cycle de mobilisations populaires de l'histoire du pays, les scandales de corruption, présentés sous la forme de spectacles par les médias mainstream – qui ont transformé le procès en feuilleton et les juges en pop stars, et le ralentissement économique, qui s'est transformé en récession à partir de 2015, a modifié l'approche des classes dirigeantes en matière de reproduction sociale, en passant du «contrôle social inclusif» à «l'accélération qui exclut».

Dans ce contexte, la pierre philosophale d'un néolibéralisme inclusif a laissé place à l'intensification de la spoliation sociale, tandis que l'idéologie de la conciliation cédait la place à

une confrontation ouverte. C'est la toile de fond de la destitution de Dilma Rousseff en 2016, de l'emprisonnement de Lula et de la victoire de Bolsonaro en 2018. Plutôt que de comprendre le bolsonarisme comme une réaction au lulisme, nous suggérons que la volonté du PT de contenir la crise sociale au 21^e siècle a impliqué le recours à des pratiques, des dispositifs et des politiques qui ont fini par accélérer cette crise. La contradiction de cette logique réside dans le fait que la tentative de contenir le mouvement de désocialisation n'empêche pas l'accélération de celui-ci, car elle implique le renforcement de ce que l'on cherche à contenir.

Le soutien des élites à Bolsonaro

Face à l'aggravation de la violence économique et de la violence politique, Bolsonaro a fourni à la classe dominante le cadre nécessaire à un néolibéralisme autoritaire, à savoir l'État policier. Sans avoir de programme propre, il a confié la gestion de l'économie à un authentique Chicago boy [Paulo Guedes] qui, en plus d'avoir fait ses études à l'école de Milton Friedman, a travaillé dans le Chili de Pinochet dans les années 1980. À côté de cela, Bolsonaro propose un agenda culturel et scientifique rétrograde, toléré par l'élite politico-économique même si elle ne l'aime pas.

Le soutien des élites à l'ancien capitaine a été conclu comme un mariage de raison, son idéal étant un bolsonarisme sans Bolsonaro. Cependant, le militaire a ses propres idées, qui tendent vers une dynastie (il a trois fils en politique), avec les militaires comme parti et les évangéliques comme base sociale. De ce point de vue, son plus grand défi est de convertir le soutien virtuel qui l'a fait élire en mobilisation réelle : transformer les internautes en chemises noires.

Dans ce contexte, quelle est la différence fondamentale entre le gouvernement Bolsonaro et les administrations précédentes du PT ? Les critiques du progressisme sud-américain, comme nous, affirment que, en renonçant à affronter les racines structurelles des inégalités et de la dépendance, le gouvernement du PT et ses semblables se sont résignés à gérer la crise. Le gouvernement Bolsonaro, pour sa part, ne propose pas de gestion de la crise car il gouverne par le truchement de la crise. Nous sommes ainsi confrontés à deux manières différentes de faire face aux tensions croissantes du néolibéralisme. Le progressisme propose de gérer ces tensions grâce à un arsenal de bonnes pratiques approuvées par la Banque mondiale. Il s'agit de contrôler la crise. Les bolsonaristes, en revanche, admettent le caractère autophagique du néolibéralisme (lutte de tous

BOLIVIE LE MOUVEMENT VERS LE SOCIALISME (MAS) SOUS PRESSION POPULAIRE

Cinq mois après la victoire électorale écrasante de Luis Arce à la présidence de la République, la présidente du gouvernement «interimaire», Jeanine Añez, a été arrêtée et mise en prison préventive le 14 mars 2021 pour délits de «terrorisme, sédition et conspiration dans le cadre du coup d'État de novembre 2019». Cette fermeté judiciaire s'accompagne d'une réorientation politique définie par le nouveau président comme un «socialisme modéré».

contre tous) et promettent d'armer les gens afin qu'ils puissent se défendre comme ils le font eux-mêmes, en attaquant. C'est une accélération de la crise. En d'autres termes, pendant que les uns appuient sur la pédale de frein, les autres appuient sur l'accélérateur. Mais personne ne remet en question la trajectoire.

Crise du bolsonarisme

En septembre 2020, les morts à cause du Covid-19 atteignaient plus d'un millier de Brésiliens par jour et le pays n'avait pas de ministre de la Santé depuis quatre mois. Cependant, ce mois-là, la popularité de Bolsonaro a atteint son niveau le plus élevé. Comment peut-on l'expliquer ? Du point de vue de ceux d'en bas, on peut distinguer deux facteurs. D'une part, le président n'était pas (encore) considéré comme responsable des morts. D'autre part, l'aide financière d'urgence, d'une valeur quatre fois supérieure et qui a bénéficié à quatre fois plus de familles, a permis de conforter la popularité de Bolsonaro même dans le Nord-Est du pays, auparavant acquis au PT grâce à la *Bolsa Família* de Lula.

Pendant ce temps, à Brasília, le président avait acheté les faveurs du *Centrão* [ensemble de partis qui tirent leur existence matérielle des liens avec l'appareil d'État]. Dans le même temps, Bolsonaro répétait une version moins idéologique de lui-même qui lui a permis de pacifier ses relations avec la Cour suprême et les grands médias. Le grand capital a salué ce changement, convaincu que la stabilité lui permettrait de faire avancer son agenda.

Cependant, après plus d'un an de pandémie, la situation est catastrophique. Certains jours, l'on compte plus de 3 000 Brésiliens morts à cause du Covid-19. Les hôpitaux sont débordés, la vaccination progresse peu et les problèmes de santé mentale se multiplient. Les mesures d'isolement peuvent être imposées à une classe moyenne stressée, mais elles sont inapplicables aux travailleuses et travailleurs qui ne reçoivent plus d'aide d'urgence. Personne ne voit la fin de la pandémie au Brésil.

Face à une tragédie humanitaire, à une crise économique qui ne fait que s'aggraver, accentuée par la détérioration de l'image internationale du pays, certaines voix de l'establishment commencent à évoquer la nécessité d'un pacte social. Le libéralisme cosmopolite conteste le nationalisme réactionnaire du président : seul le néolibéralisme les unit. C'est dans ce scénario-là que Lula a retrouvé ses droits politiques. Le revers de la médaille est que les chances de Bolsonaro de terminer son mandat se consolident. Plus que jamais, les énergies politiques sont canalisées vers une candidature de Lula en 2022, au lieu de chercher à obtenir l'impeachment de Bolsonaro. Ceux qui croient que le PT misera sur la pression de la rue doivent comprendre que cela est logiquement impossible. L'attrait politique de Lula réside dans la conciliation, qui consiste à éviter que le mécontentement populaire ne déborde. Son jeu se situe dans le petit cercle politique de Brasília, pas dans les rues.

Fabio Luis Barbosa dos Santos et Marco Antonio Perruso

Version intégrale sur alencontre.org

La principale mesure sociale mise en œuvre dès la prise de fonction a été l'annonce du nouveau bon contre la faim, destiné aux quatre millions de personnes les plus pauvres du pays. En même temps, dans le contexte de crise économique aggravée par la pandémie de Covid-19, il n'y aura aucune pause dans l'exploitation du sous-sol. Bien au contraire, l'exploitation du lithium est largement relancée, tandis que les investissements dans les secteurs de l'énergie fossile restent la pierre angulaire du modèle de développement en Bolivie.

Contestation au sein du MAS

Dans son premier discours le soir de sa victoire, Luis Arce avait clairement annoncé une politique de réconciliation nationale, ce qui n'augure jamais rien de bon. Un premier indice va dans ce

sens puisqu'il a certes expliqué ne pas faire des coupes franches dans les dépenses publiques... tout en reconnaissant être obligé de mettre en œuvre des mesures d'austérité.

Aussi, quand Luis Arce déclare «ne pas vouloir répéter les erreurs du passé», ce n'est pas qu'une simple formule. Cela correspond principalement à l'émergence de débats au sein du MAS, débats largement étouffés sous la présidence d'Evo Morales. Or, depuis l'exil de ce dernier et malgré son aura, la lutte contre le gouvernement Añez a été portée par de nouvelles figures du MAS. Outre cette question de personnes, s'est véritablement enclenché depuis un an un double débat. D'abord sur la place des mouvements sociaux au sein du MAS, ce qui pose la question de la démocratie interne ; et aussi sur l'orientation politique. De retour d'exil, Morales a repris la direction du

MAS, mais les choses ont changé pour lui.

Le peuple bolivien toujours mobilisé

C'est dans ce contexte que se sont déroulées, le 7 mars 2021 les élections «sous-nationales» (nom donné aux élections des gouverneurs, des maires des communes ainsi qu'aux autorités départementales et locales). Preuve des conflits internes, la désignation des candidatures du MAS a été parfois problématique. Eva Copa, sénatrice du MAS qui assumait la présidence de l'Assemblée législative plurinationale pendant le gouvernement d'Añez, et qui fait partie de ces nouvelles personnalités du MAS qui ont émergé pendant l'intermède putschiste, était candidate à la mairie d'El Alto, bénéficiant du soutien des militants locaux du MAS. Morales a refusé cette candidature, ce qui a provoqué une

levée de boucliers chez les militants du MAS. Exclue du parti, Eva Copa a été contrainte de se présenter sous un autre sigle. Elle a été élue au premier tour avec 68,7% des voix, le candidat du MAS s'effondrant à 18%. Il y a eu les mêmes mouvements de contestation du dirigisme d'Evo Morales pour la désignation des candidatures à Potosi, Santa Cruz, Cochabamba, etc.

Ainsi, alors qu'en 2015, lors des dernières élections similaires, le MAS avait gagné haut la main, en remportant notamment six gouverneurs sur neuf, le 7 mars 2021 au soir du premier tour, le MAS a gagné trois départements et n'est pas en ballottage spécialement favorable dans trois autres pour le deuxième tour du 11 avril¹. Il faut noter aussi le score très important du candidat d'extrême droite, Luis Fernando Camacho, dans le département de Santa Cruz, véritable poumon économique de

la Bolivie, qui est élu gouverneur avec 55,6% des voix.

Dans un tel contexte, le peuple bolivien, qui a su se mobiliser malgré la répression contre le gouvernement d'Añez, montre qu'il ne donne aucun chèque en blanc à qui que ce soit. Si Arce a été élu, il le doit au rejet des politiques menées par le gouvernement Añez. Le MAS a donc de nombreux défis à relever et avec la crise sociale et sanitaire sous Covid-19, il n'est pas certain que la population se satisfasse d'une politique de rénovation et d'ouverture qui la soumette encore plus au marché mondial, dont les représentants politiques ont soutenu sans aucun état d'âme le putsch de 2019, notamment l'Union européenne, les USA et l'Organisation des États américains (OEA).

Patrick Guillaudat

¹ - Article écrit avant le 2^e tour, qui a confirmé les tendances décrites ici.

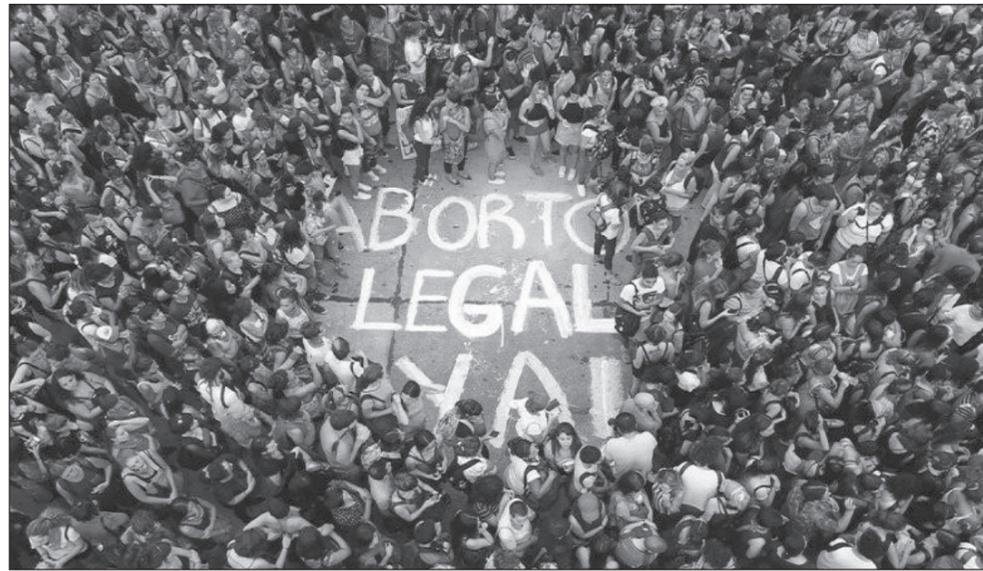
En 2015, Mauricio Macri, soutenu pour tous les débris de la droite et les secteurs patronaux et très pollués de l'agroalimentaire et des industries extractivistes, l'emporte de peu (51%). Fort heureusement, il dut immédiatement se confronter à une forte opposition populaire et à un gigantesque mouvement des femmes contre les féminicides («ni una menos») et pour la légalisation du droit à l'avortement.

Un gouvernement type Front populaire

Il n'eut pas le temps d'installer ses thèses populiste-racistes et, en 2019, un «Frente de todos», alliance du centre-gauche péroniste avec des mouvements plus à gauche, l'emporte. Le nouveau et actuel président, Alberto Fernandez, est secondé par Cristina Kirchner en vice-présidente. Sous la pression du mouvement populaire et de sa propre base électorale très active dans les mobilisations, le gouvernement Fernandez a pris quelques mesures progressistes et fait passer des lois importantes, à l'instar de la loi de légalisation de l'avortement. Il s'est également opposé au paiement d'une partie de la dette et a pris quelques mesures sociales (salaire minimum, bons de soutien aux chômeurs) mais, en même temps, il cherche à sauver l'essentiel du plan impérialiste avec les mesures d'ajustement social exigées par le FMI, la Banque mondiale. Une majorité d'Argentins vit toujours dans la précarité ou même en dessous le seuil de pauvreté pour presque 40% de la population. Les firmes extractivistes et agroalimentaire continuent de polluer et mettent en péril les ressources naturelles en eau potable sans que le gouvernement, en bon gouvernement de front populaire, ne mette en cause leur «croissance».

EN ARGENTINE, UNE ALTERNATIVE ANTICAPITALISTE À CONSTRUIRE

Retour sur les récentes évolutions politiques et sociales en Argentine.



Le gouvernement Fernandez se trouve donc à la croisée des chemins dans un continent où les ultralibéraux (Bolsonaro au Brésil, Pineru au Chili, ...) perdent du terrain, confrontés à la montée de la mobilisation populaire renforcée par la défaite de Trump aux USA.

Du côté des anticapitalistes du FIT-U

En 2011, les secteurs de gauche – Partido Obrero (PO), Partido de los Trabajadores Socialistas (PTS), Izquierda Socialista (IS) – qui refusaient «l'aventure» du Mouvement socialiste des travailleurs (MST), lequel avait choisi de faire une alliance large avec le secteur péroniste de gauche du cinéaste Fernando Solanas, très influent dans la jeunesse, décidèrent de s'allier dans un Front sous le nom de Frente de Izquierda

y de los Trabajadores (FIT). Après des débuts électoraux modestes en 2011, la séquence électorale de 2013 (législatives partielles) permit au FIT de rentrer au parlement national avec 3 députés. Pour les élections générales de 2015, le FIT arriva nationalement en quatrième position. En 2017, le FIT refusa l'alliance avec le MST pour les élections régionales et les voix se partagèrent de façon à peu près égale entre les deux blocs. De ce fait, se présenter divisés pour les élections générales de 2019 aurait pu déboucher sur un échec pour les uns et les autres. Malgré l'opposition sectaire du PTS, les discussions débouchèrent sur une alliance à quatre dans le FIT-Unidad.

En raison principalement de la pression du vote utile vers le Frente de Todos pour battre la

droite de Macri et de la violente crise du Partido Obrero, le FIT-U consolida certes sa position mais perdit globalement des voix en dépit de l'impact public très positif de l'unité.

Le FIT-Unidad est donc devenu le point de repère de celles et ceux qui luttent mais, pour faire échec à la politique d'ajustement du gouvernement dicté par le FMI et s'opposer au retour de toute option autoritaire, il lui faut passer à la vitesse supérieure. Loin des auto-proclamations, il lui faut regrouper toute l'avant-garde ouvrière, féministe, écologiste, intellectuelle et la jeunesse révoltée. Le statut d'alliance électorale devrait céder la place à un véritable mouvement politique avec des comités de base ouverts à ceux et celles qui ne se reconnaissent dans aucun parti. Construire une

alternative de pouvoir à toutes les variantes du système capitaliste pour offrir une structure d'accueil aux secteurs du Frente de Todos entrant en opposition à la politique d'ajustement du gouvernement.

Combiner unité et radicalité

À cet effet, et ça serait un pas déterminant pour la crédibilité et l'élargissement du FIT-U, une ligne politico-syndicale unique dans le mouvement ouvrier devrait être adoptée en lieu et place des tendances de chaque organisation lors des élections syndicales par branche ou dans les universités. À partir de cette orientation unitaire pourrait s'engager la fusion des mouvements de Piqueteros (chômeurs), de Jubilados (retraités) dont les pensions sont en dessous du seuil de pauvreté et des commissions de lutte contre l'extractivisme qui met en péril les réserves d'eau dans les Andes et l'agrobusiness qui s'appuie sur les OGM et accélère la destruction du milieu naturel. Cette ligne unitaire se heurte pour l'instant à l'auto-proclamation du PTS ou à la politique de PO et Izquierda Socialista qui séparent luttes syndicales et politiques. Le MST quant à lui hésite entre cette voie d'unité et ses succès organisationnels dans le mouvement des femmes.

Mais, en Argentine comme ailleurs, le mouvement des femmes pourrait pousser à l'unité pour la conquête de nouveaux droits et l'application réelle de la loi légalisant l'avortement en dépit de ses limites (clause de conscience) et du poids des églises. La crise du Covid qui frappe encore plus fort en Amérique, et les femmes en premier lieu (enseignantes, infirmières, aides sociales, vendeuses), provoque d'ailleurs des mobilisations unitaires et massives pour pousser le gouvernement Fernandez à prendre les mesures qui s'imposent (notamment sur les vaccins).

Sylvain Chardon

LOGEMENT À Grenoble, victoire après 132 jours d'occupation d'un immeuble

Il aura fallu beaucoup de détermination aux 54 occupantEs, soutenus activement par le DAL 38, pour tenir pendant plus de quatre mois!

Avant d'occuper l'un des nombreux bâtiments vides (17 000 logements vides dans l'agglomération grenobloise), touTEs avaient entrepris de fastidieuses démarches pour simplement obtenir leurs droits. Familles ou adultes seuls sans abri, jeunes majeurs scolarisés ou apprentis, à la rue après que le Conseil départemental a abandonné son aide dès leur majorité, locataires en attente de mutation ou en demande de logement social depuis des années, ensemble avec le DAL ils voulaient occuper pour témoigner de l'étendue du problème du logement et de la non-prise en compte de leur droit. Et ouvrir des discussions avec la Ville.

Une attitude des pouvoirs publics scandaleuse

La coalition des décideurs, Ville, Actis (bailleur public), Métro (communauté de communes) et GEG (fournisseur public d'énergie) ont fait couper l'eau, l'électricité et le chauffage, quelques jours avant Noël! Rien n'aura été épargné aux personnes, ni la tentative de l'élus au logement d'entrer dans le bâtiment à 7h du matin «pour les compter» ni le dépôt de plainte pour «entrée par effraction et petites dégradations» de la présidente d'Actis, par ailleurs première adjointe de la Ville, dès le 14 décembre.

L'arc humaniste cher à Éric Piolle, maire de Grenoble et potentiellement candidat à la présidentielle, n'inclut visiblement pas les plus défavorisés! Le déni du droit inconditionnel à avoir un toit, le dénigrement du DAL 38 accusé de mentir et de manipuler, ou soupçonné d'empêcher toute négociation, ont été particulièrement virulents.

Et pourtant ensemble nous avons gagné!

La ténacité a payé, la période électorale qui s'ouvre certainement aussi! Un protocole de sortie du bâtiment a enfin été signé par les élus et la délégation d'occupantEs et de militantEs du DAL 38. TouTEs les occupantEs sont relogés en appartements-hôtels et le seront jusqu'à proposition pérenne et décente de relogement pour chacunE. Un comité de suivi avec les élus est créé pour suivre la réalisation du protocole. Pourquoi cette victoire? D'abord parce que face au mépris de notre classe affiché par les édiles locaux, nous avons construit une unité concrète, refusant la mise en concurrence produite par la pénurie de logements et d'hébergements, contre les racismes qui en découlent parfois et les discours haineux de l'extrême droite qui visent à nous diviser. Le courage des premierEs concernéEs à tenir cette occupation pour gagner touTEs ensemble, allié à l'engagement quotidien du DAL 38 ont réussi à susciter la volonté d'agir de nombreuses personnes anonymes ou célèbres, d'associations, d'artistes, de syndicats, de collectifs, de réseaux, de l'assemblée des travailleurEs sociaux, et de partis, réunis souvent dans un comité de soutien dynamique. Avec pour conséquences, de très belles prises de position, manifestations, déambulations, fêtes... Cette lutte a permis la construction d'un vrai rapport de forces et quelques convergences avec d'autres luttes, redonnant, par l'expérimentation que la lutte paye, confiance dans la force de nos combats, bref une conscience de «faire classe».

Roseline Vachetta

CORONAVIRUS L'hôpital peut-il tenir?

Depuis la sortie du premier confinement, la stratégie de Macron contre le Covid-19 n'a pas cherché à en finir avec l'épidémie, mais à «vivre avec le virus» en évitant seulement un débordement hors de contrôle du système hospitalier. Les mesures sanitaires et sociales étant défailtantes, les principaux leviers utilisés furent les «coups de frein» autoritaires sous forme de «couvre-feux» et de «confinements». De moins en moins efficaces, ils sont de moins en moins acceptés. Avec le temps et la montée en puissance des nouveaux «variants», cette stratégie s'épuise.

Après un an, les conditions qui avaient permis à l'hôpital de ne pas s'effondrer au cours de la première vague se fragilisent. C'est à la fois la conséquence des contre-réformes passées, des choix politiques du pouvoir face à la pandémie et de sa volonté de poursuivre et même d'accélérer le démantèlement de l'hôpital public et du service public de santé.

La crise du Covid a déferlé sur un hôpital déjà en très forte tension, rendu vulnérable par l'austérité, les restructurations, les privatisations. L'année 2019 avait été marquée par une mobilisation de plusieurs mois des services d'urgences, puis de l'ensemble du monde hospitalier.

Un an après...

L'effort demandé aux équipes en mars-avril 2020 a été d'une intensité exceptionnelle, sans moyens humains suffisants et sans protection. Il fut néanmoins consenti, au prix de la vie de certainEs et de la santé de beaucoup d'autres. Ce fut aussi au prix, comme l'ont établi les rapports parlementaires eux-mêmes, d'une prise en charge dégradée d'une partie des patientEs, avec parfois des conséquences fatales.

Un an plus tard, les conditions qui avaient permis à l'hôpital de «tenir» malgré tout se délitent. L'effort demandé aux personnels hospitaliers, au printemps 2020, s'était accompagné de la mise entre parenthèses pendant quelques semaines du «management d'entreprise». Les équipes avaient repris en main leur travail, son organisation, lui avaient redonné son sens. Les directions hospitalières avaient dû, pendant quelques semaines, se faire plus discrètes dans leurs injonctions.

100000 MORTS



Quelques moyens supplémentaires avaient été accordés et des renforts étaient venus assurer une «règle» à minima pour les équipes épuisées. Ces renforts avaient pu être en partie trouvés dans d'autres services, les hôpitaux ayant été désertés par les patientEs «non covid» inquiets d'une possible contamination. L'espoir existait que les sacrifices consentis par les hospitalierEs permettent de sortir durablement de la crise grâce à une maîtrise de l'épidémie. Soutenue par l'élan populaire, l'exigence de moyens supplémentaires, en particulier les dizaines milliers de créations d'emplois indispensables à l'hôpital, semblait à portée de main. Elle avait débouché sur de fortes mobilisations au moment du déconfinement.

Dégradation des conditions de soins

Un an plus tard, aucune de ces conditions n'existe encore. Le

pouvoir a, par ses choix politiques, laissé filer l'épidémie. Il a fait perdre ainsi l'acquis des deux mois de lutte des équipes hospitalières. Prévisible, la deuxième vague est arrivée à l'automne 2020, et sans baisse significative la troisième est là aujourd'hui. Ce gâchis a nourri découragement et amertume dans les services. Avec le «Séguir de la santé», aucun moyen supplémentaire n'a été accordé à l'hôpital, le pouvoir espérant que d'insuffisantes augmentations de salaire feraient tolérer l'inacceptable. Pire, comme l'a confirmé la loi de financement de la sécurité sociale pour 2021, les restructurations, accompagnées de suppressions d'emplois, se poursuivent. Les conséquences sont là, d'autant plus que cette fois, les patientEs «non Covid» continuent d'affluer vers l'hôpital. Les 5 000 lits de réanimation durables sont pleins, et ceux qui sont temporairement ouverts en supplément, le sont par des ponctions dans les autres services, entraînant des déprogrammations de soins, avec des conséquences graves. Chargées de gérer la pénurie, les directions ont repris la main, et l'hôpital est à nouveau soumis aux exigences de rentabilité et de productivité de l'entreprise

privée. Les départs, face à des conditions de travail inacceptables et une pression trop forte, s'accroissent. Ils ne sont freinés que par le refus des directions de laisser partir les agentEs. Ils ne sont pas compensés par l'arrivée de renforts, ou des recrutements à qui l'on ne propose souvent que des CDD.

Les revalorisations salariales, bien insuffisantes (voir l'Anticapitaliste du 21 avril) ne permettent ni de retenir les unEs, ni de faire venir les autres, ni d'inciter des jeunes à entrer en formation.

Le cas de la psychiatrie

C'est qu'en arrière-plan, l'exécutif entend poursuivre ses projets de liquidation du service public, et même utiliser la crise pour y parvenir. Ses projets en psychiatrie en témoignent.

Alors que les effets psychiques de la crise que nous traversons nécessitent, en particulier dans la jeunesse, écoute et soins de la part de professionnelEs, Macron annonce le remboursement de 10 consultations prépayées chez un pédopsychiatre et la création de chèques psy, permettant à des étudiantEs de rencontrer unE psychologue. Il existe pourtant un dispositif gratuit de pédopsychiatrie publique, de proximité, dont les structures ferment les unes après les autres faute de moyens. Il en découle des délais d'attente pour consulter se comptant désormais en mois ou en années.

L'épidémie, et les demandes de soins psychiques qui en découlent, sont ainsi exploitées pour opérer le basculement vers le secteur privé libéral, en exploitant la pénurie délibérément organisée du service public.

Il est urgent, pour redonner à l'hôpital et au service public de santé les moyens dont il doit disposer pour faire face à l'épidémie et assurer à toutes et tous, sans discrimination, l'accès à des soins proches, gratuits et de qualité, de reprendre le fil des mobilisations rassemblant usagerEs et professionnelEs entamées en juin 2020.

Jean-Claude Delavigne

RÉPRESSION À LA POSTE

Une bonne et une mauvaise nouvelle

À La Poste, la lutte contre la répression paie... mais doit se poursuivre.

La nouvelle vient de tomber et elle est plutôt réjouissante: l'inspection du travail vient de rejeter la demande de licenciement contre Vincent Fournier, postier et militant CGT dans le 78.

Une série qui n'en finit pas

La direction de La Poste avait voté son licenciement après l'invention d'une sombre histoire liée à une élection postale en décembre dernier. Vincent avait été verbalisé



PHOTOTHÈQUE ROUGE/BABAR

lors du premier confinement alors qu'il intervenait auprès de collègues qui bossaient sans protection et il enchaîne les procédures disciplinaires depuis des années. La Poste a encore échoué à le mettre

dehors. Cette bonne nouvelle mérite une diffusion large d'autant plus que, comme dans une série qui n'en finit pas de finir, la direction de La Poste ajoute régulièrement des épisodes à la répression.

En mars 2021, alors qu'il est définitivement révoqué de la fonction publique et de La Poste depuis plus d'un an, notre camarade Yann Le Merer était convoqué par un juge puis mis en examen pour une affaire liée à une grève de 2014. Sept ans après les faits on lui reproche une «violation de domicile», en l'occurrence un envahissement du siège du groupe! S'il n'est pas le seul dans cette affaire (quatre postierEs sont mis en examen depuis 2018), on se demande bien pourquoi on vient le chercher aujourd'hui alors que La Poste et l'État ont déjà fait leur basses œuvres. Il sera à nouveau convoqué le 16 juin et cela sera l'occasion d'exprimer massivement notre solidarité.

Correspondant

BORDEAUX

Manifestation contre la violence dans les quartiers populaires

Un jeune de 16 ans est mort assassiné par balle le 2 janvier devant son immeuble, victime collatérale d'une guerre des bandes entre quartiers. Depuis, il y a eu quelques règlements de comptes, des agressions au couteau qui touchent des très jeunes et, c'est arrivé récemment devant l'entrée d'un collège. Les habitantEs logiquement très choqués et particulièrement inquiets se trouvent démunis, sans soutien, quasiment résignés. De fait, il est très difficile de réagir, les collectifs sont bien fragilisés par des années de crise et de reculs sociaux.

ÉDUCATION NATIONALE Une reprise sans fin...

Mercredi dernier, lors de la conférence de presse de Castex et compagnie, il n'y a pas eu de surprises: on maîtrise, et on fera comme on l'avait dit. À croire que situation sanitaire n'affecte pas l'éducation nationale: ni le ministre ni les personnels et les usagerEs.

La situation sanitaire sur-détermine la vie de toute une population, les variants apparaissent, les pics de contamination restent très élevés tout comme le nombre d'hospitalisations et de réanimations... mais pour les écoles, le plan ne doit surtout pas varier.

Des annonces adressées à l'opinion publique

Trois annonces ont été faites. D'abord une massification et un meilleur ciblage des tests via, notamment, la pratique des autotests. Ensuite le retour à la règle « un cas avéré = la fermeture de la classe » a été acté. Et enfin, le non-brassage en cas d'absence de professeurEs devient impératif en primaire.

Sur le premier point, il est légitime, après les annonces des campagnes de tests qui n'ont jamais eu lieu, d'être sceptique. Quant aux deux autres, la question de la réalité de terrain et des moyens humains reste entière. Organiser le non-brassage alors que les brigades de remplacement ont été décimées pendant des années et que l'objectif de recrutement de contractuelEs n'a déjà pas été totalement rempli en janvier dernier risque de s'avérer



compliqué. Pourtant il faudra bien des remplaçantEs pour accueillir tous ces enfants qui, dans plein d'écoles, arrivent en transport et que les parents ne pourront pas venir chercher, notamment à cause du travail.

Mais la logique est autre pour le ministre et le gouvernement: montrer à la population que l'on met des choses en place, même si dans les faits... rien n'est fait! Et si personne n'est dupe dans la profession, il y a un travail de démonstration du réel, de mise en lumière des mensonges de Blanquer qu'il faut amplifier.

Le minimum n'est pas là

Car ces annonces ne masqueront pas une gestion chaotique qui, depuis le début, ne garantit rien, ou trop peu. Et deux exemples ne peuvent que renforcer cette conviction. Il y a ainsi une contradiction majeure à dire « les enseignantEs sont indispensables parce qu'il faut garder les écoles ouvertes à tout prix » et ne pas placer les enseignantEs sur la listes des personnes prioritaires pour la vaccination. Quoi qu'on pense de cette priorité, le double discours est insupportable.

Par ailleurs, dans le secondaire, si le ministre voulait « vraiment » faire l'école dans l'intérêt des élèves, la question des examens et de leur passage se poserait totalement différemment. Aussi bien du point de vue sanitaire que dans l'intérêt des élèves, rien n'est fait. Si ce n'est toujours du discours...

Septembre se décide maintenant

Si la situation est dure à appréhender pour touTEs les militantEs, il y a néanmoins urgence à agir. Agir dans l'immédiat pour fédérer les colères. Cela suppose d'ouvrir au plus vite les espaces de discussions que sont des AG d'établissements, les réunions d'information syndicale (RIS) dans le primaire... Car si ce contexte peut désorienter, il reste néanmoins indiscutable qu'il a posé des questions qui resteront valables à la rentrée de septembre, rentrée qui pourrait elle aussi commencer sous covid. La question des effectifs dans les classes et donc d'un plan ambitieux de recrutement, du bâti scolaire, la question de notre capacité à prendre l'école en main qui commence par le refus des injonctions permanentes, de notre utilité sociale et donc l'augmentation de nos salaires... Et tout cela, c'est aujourd'hui que cela se joue.

A. Bouyou

RENNES ExiléEs à la rue, ça ne peut plus durer!

Huit familles à la rue, 37 personnes dont 24 enfants: la preuve que l'État ne respecte pas sa loi, et que la DDCSPP (direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations) ne remplit pas sa mission qui est d'organiser la mise à l'abri des personnes vulnérables, et la confirmation que la mairie de Rennes (PS, PCF, ÉELV) ne respecte pas ses engagements de ne laisser aucune famille avec enfants à la rue. Alors, face au refus obstiné des institutions d'assumer leurs responsabilités, les assos prennent les rênes.

Sous l'égide du collectif Réquisition (UTOPIA56, le DAL, UTUD et le GL1410) appuyé par l'inter-orga de solidarité avec les exiléEs, une opération campement a été lancée le 14 avril, avec l'installation par 100 personnes de 50 tentes sur la place de la mairie, en vue d'obtenir la réquisition de bâtiments vides. À Rennes, il y en a des dizaines!

15 avril: répression

Le protocole « Campement place de la mairie » est un classique bien rodé que les assos activent régulièrement, sans incidents, et le plus souvent avec des résultats... Mais cette fois, la préfecture a décidé de nous virer: dès 19 heures la police a débarqué, qui a aussitôt débuté un contrôle d'identité. Nous étions là depuis 2 heures, ni la préfecture ni la mairie ne daignent entendre nos revendications, et voilà leur seule réponse! Nous avons obtenu de tenir une AG, et décidé de quitter la place, à condition que le contrôle s'arrête et que nous puissions emporter nos tentes... Mais le 15, nous sommes revenus et, cette fois, alors que nous n'avions toujours aucune réponse quant à la mise à l'abri des familles, les flics ont contrôlé une vingtaine de militantEs et raflé les tentes. Les tentes seront rendues, et les camarades verbaliséEs¹.

18 avril, 23 avril, interdiction!

Alors que, dès le jeudi 15 avril, la Fondation Abbé-Pierre et le Secours catholique ont annoncé prendre en charge la mise à l'abri des familles, nous avons décidé de revenir place de la mairie le lundi. Rassemblement interdit au motif d'un délai trop court de déclaration. Nous déposons une nouvelle déclaration le 20 pour un rassemblement le 23. Nouvelle interdiction au même motif! Il n'y a donc aucun doute: nous avons bel et bien affaire à une instrumentalisation par la préfecture de l'état d'urgence sanitaire pour nous faire disparaître de l'espace public, pour nous faire taire, pour rendre invisible sa propre incurie! Alors, le 23, nous manifestons au sein du cortège contre la réforme chômage et la prise de parole du collectif est bien accueillie...

Nous ne lâcherons rien

La préfecture aura beau faire, avec le silence complice de la mairie, nous ne renoncerons pas, et tant que des personnes seront à la rue, nous reviendrons! Dans quelques jours, la prise en charge des familles par les assos va prendre fin: nous saurons alors, d'une manière ou d'une autre, exiger de la préfecture et de la mairie qu'elles prennent leurs responsabilités.

CorrespondantEs

1 - Nous reviendrons sur la répression dans un prochain article.

TOULOUSE Des convergences à construire contre l'islamophobie

Samedi 24 avril, à l'initiative du NPA 31, 14 organisations toulousaines¹ appelaient à un rassemblement contre l'islamophobie et la loi « séparatisme », auquel ont participé entre 200 et 300 personnes.

On est loin des grandes manifestations contre les violences policières et le racisme d'État de juin-juillet 2020, mais ce rassemblement était nécessaire et constructif. L'appel dénonçait la surenchère islamophobe à l'œuvre, en particulier à l'encontre des femmes musulmanes, qui « autorise certains groupes d'extrême droite à agir en toute impunité »: tags antimusulmans, attaques de mosquées...

« Avant que le point de non-retour ne soit atteint »

Depuis l'annonce de la loi « séparatisme », plusieurs manifestations avaient déjà eu lieu en décembre et en mars, organisées par les collectifs antiracistes et décoloniaux toulousains. Bien que ces collectifs n'aient pas appelé à ce rassemblement, plusieurs de leurs militantEs étaient présents, des rencontres ont été faites, des liens peuvent se tisser pour construire la lutte.



Il reste également du travail pour impliquer les unions syndicales (FSU, CGT) qui ont été frileuses cette fois, ce qui n'a pas toujours été le cas à Toulouse. Comme le concluait l'appel: « Il faut réagir pour dire stop à l'islamophobie et exiger le retrait de la loi "séparatisme". Et vite, avant que le point de non-retour ne soit atteint! »

Correspondant

1 - ATTAC, BDS, CGT Educ, CLRR, les Jeunes écologistes, Palestine vaincra!, NPA, POI, Solidaires, Sud éducation, Syndicat des avocats de France, Union antifasciste toulousaine, Union des étudiants de Toulouse, UJFP.

très importante, et elle peut être l'amorce d'une riposte. Elle permet de poser le problème crucial que la population ne doit pas se résigner, qu'au contraire elle a intérêt à s'organiser et se mobiliser. Certes, c'est compliqué car tout est à reconstruire, la confiance dans ses moyens d'agir et de défendre ses conditions de vie, les liens de solidarité, tout un tissu associatif et collectif. Alors oser prendre la parole et se faire entendre, oser exprimer sa colère, exiger une vie décente, ça ne vient pas spontanément. D'autant qu'en face, les dominants se donnent les moyens de rabaisser et écraser les gens, tout est fait pour délégitimer les revendications. C'est le cas avec les discours sur les violences dans les quartiers populaires. Les élus, les médias, d'autres en parlent très régulièrement mais c'est quasiment toujours

traité par le mépris de ceux d'en haut qui jugent de la « délinquance » des pauvres, comme si elle était génétique, comme s'il n'y avait pas de délinquance du côté des riches. Les discours sécuritaires, qu'ils soient par pure démagogie ou préjugés, sont toujours les mêmes. Il faudrait plus de policiers, plus de vidéosurveillance dans les rues, plus de sanctions pénales, plus de répression. C'est sans originalité, sans aucune efficacité mais peu importe. Ces gens-là se moquent de trouver des solutions, ils sont de toute façon déconnectés de la population qui vit dans ces quartiers, une population qu'ils méprisent.

Priorités sociales

Ils ne voient pas ou ne veulent pas voir que la violence principale, c'est celle

de la société, une violence sociale que la crise sanitaire a amplifiée, celle de la précarité, de la pauvreté, du mal-logement, du mal vivre. C'est celle d'une société profondément injuste, qui impose les règles du chacun pour soi, sa morale individualiste. Quand le chômage touche la moitié de la population, quand il n'y a plus de services publics ou de lieux de vie collective, quand il y a moins de solidarité et de dignité, ça devient très dur. Alors la réponse ce n'est certainement pas plus de policiers, ce qui renforce toujours l'engrenage de la violence, mais bien plus de travail, plus d'entretien des logements, plus de structures de loisirs et de culture, plus de personnels dans les écoles, plus de moyens pour les centres d'animation, plus de considération pour les jeunes et les

plus âgés dans les quartiers. En clair, la réponse doit être avant tout sociale, avec des moyens financiers et humains pour une vie digne. Cette réponse sociale, qui doit être une priorité, ne peut venir que d'en-bas, imposée par les mobilisations populaires. Prendre ses affaires en main, c'est vraiment la seule façon de faire ravalé le « j'm'en-foutisme » et le mépris des gens au pouvoir. Les drames vécus récemment, cette première manifestation contre les violences, la volonté de réagir et le sentiment d'urgence qui existe parmi les habitantEs comme parmi les profEs ou animateurEs, dans les milieux associatifs et syndicaux, tout cela peut aider à redonner les moyens de lutter ensemble. C'est un espoir, une nécessité, une urgence.

Philippe Poutou

Mais le 8 avril, juste après la dernière agression, après avoir appliqué leur droit de retrait, des enseignantEs du collège, en lien avec des animateurEs du centre social du quartier, ont organisé une manifestation depuis la cité des Aubiers (là où est mort le jeune), passant devant le collège, pour arriver à la préfecture. L'idée est évidemment d'exiger dans l'urgence la sécurité pour les jeunes, avec une surveillance devant l'établissement. Mais la revendication ne s'arrête pas à demander des policiers, le slogan « paix et éducation » de la banderole de tête exprimant que la réflexion devait aller plus loin.

Une population méprisée

Même si la participation fut modeste, 200 à 300 personnes, cette initiative est

Napoléon Bonaparte

La commémoration des tentations autoritaires de la bourgeoisie française

En commémorant la mort, le 5 mai 1821, de Napoléon Bonaparte, le gouvernement français célèbre bien davantage qu'une simple page d'histoire.

Bonaparte est en effet le fondateur d'une tradition politique majeure en France, qui fut poursuivie par son neveu Louis-Napoléon Bonaparte, puis connu de multiples réincarnations, du général Boulanger au général De Gaulle. Cette tradition est celle d'un État fort, qui n'est pas le fascisme mais n'en constitue pas moins une sévère restriction des libertés publiques, au profit d'un régime à fondement militaire. La commémoration de la mort de Bonaparte nous renvoie ainsi à l'une des vieilles tentations de la bourgeoisie française, qui n'aime ni les sabres ni ceux qui les manient, mais peut se résoudre à les utiliser dès lors que son hégémonie sociale se trouve menacée.

Le sabre de la contre-révolution

Âgé de 19 ans le 14 juillet 1789, Napoléon Bonaparte fait partie d'une génération de jeunes officiers à laquelle la Révolution offrait de nouvelles et incroyables possibilités. Alors que la France entrait en guerre et que son état-major se trouvait décimé par l'exil et la guillotine, Bonaparte put, comme bien d'autres, réaliser une carrière remarquable : capitaine en 1792, commandant en octobre 1793, il devient général en décembre 1793, à l'âge de seulement 23 ans. Dans les salons parisiens qu'il fréquentait bien plus assidument que les champs de bataille, Bonaparte rencontre la bourgeoisie thermidorienne, qui après s'être débarrassée de la gauche jacobine devait faire face à la menace de la contre-révolution royaliste. Ne bénéficiant pas du soutien de la paysannerie, qui ne goûtait ni sa politique anticléricale ni surtout son état de guerre permanente, privée aussi de l'appui des masses populaires urbaines, la bourgeoisie thermidorienne ne pouvait pallier son absence de base sociale qu'en recourant à l'armée. Bonaparte sut se dévouer : en octobre 1795, alors que le Directoire s'inquiétait d'une manifestation royaliste, il envoya son armée disperser la manifestation au canon, ce qui lui permit de se voir confier les prestigieux commandements de l'armée d'Italie, puis de la campagne d'Égypte.

En 1799, au motif cette fois-ci de protéger les députés contre la gauche jacobine, Bonaparte envoya ses troupes à l'Assemblée pour exiger que les pleins pouvoirs lui soient remis. Choqués par les manières de Bonaparte et son peu de déférence pour les usages parlementaires, les députés durent toutefois limiter



Portrait de Napoléon à cheval tendant le bras au sommet d'une colline, Joseph Chabard, 1810. WIKIMÉDIA COMMONS

leurs protestations à quelques discours vite étouffés. La bourgeoisie avait par trop besoin de la protection de l'armée pour s'opposer sérieusement à sa prise de pouvoir.

La base sociale du nouveau pouvoir

Bonaparte s'empara du pouvoir en mettant en avant un programme de paix. Il le concrétisa en signant en 1802 avec les puissances européennes le traité de paix d'Amiens, qui mettait fin à 10 ans de guerre. Dans le même temps, il parvint à trouver un compromis avec le pape et signa en 1801 un concordat qui soldait le différend entre l'Église et la Révolution. Cette politique d'apaisement des relations extérieures de la France s'accompagna d'une virulente opération de remise en ordre intérieure, qui se solda en particulier par l'éradication du brigandage, à grands coups de tribunaux militaires et de sentences sommaires. Cette politique de remise en ordre et de pacification permit au régime de trouver une nouvelle base sociale dans les campagnes et la petite-bourgeoisie. Se posant en garant de la propriété et de la stabilité politique, Bonaparte se constitua une solide assise sociale, qui lui

permet de se poser en chef de la nation. Tout en réduisant à rien le pouvoir parlementaire, il tint à maintenir formellement le suffrage universel, en mettant en place des « plébiscites », un mode d'élection emprunté à la Rome antique, où la plèbe était amenée à témoigner par son vote de sa confiance en ses dirigeants. Le plébiscite constitue la marque du bonapartisme, un régime populiste et radicalement antidémocratique.

L'État fort

En bon soudard, Bonaparte manifestait le plus profond mépris pour le régime parlementaire et les libertés fondamentales. Tout en maintenant formellement des assemblées, il réduisit à rien leurs pouvoirs pour concentrer entièrement l'autorité dans sa seule personne. Pour cela, il se dota d'un appareil d'État d'une remarquable efficacité, qui constitue le legs majeur de ce régime. Bonaparte s'entoura d'une élite de hauts fonctionnaires, à l'exemple des conseillers d'État ou encore des inspecteurs généraux du Trésor. Dans les départements, il institua en 1800 des préfets et sous-préfets, qui se firent les relais de l'autorité centrale. Bonaparte s'attacha surtout à

développer le ministère de la Police, dont les services de renseignement étaient en capacité de lui remettre tous les jours un bulletin d'information très précis sur l'état du pays.

Largement pensé sur un modèle militaire, l'État bonapartiste repose sur des cohortes disciplinées et bien payées de fonctionnaires, organisés comme dans l'armée avec leurs corps et leurs grades, qui remplacèrent les magistrats élus de la période révolutionnaire. Un nouveau système d'éducation fut mis en place pour former dans l'obéissance la plus servile ces nouveaux corps de fonctionnaires, avec la création de lycées, étroitement contrôlés par les inspecteurs d'académie, mais aussi les proviseurs et les censeurs auxquels Bonaparte voulut soumettre les enseignants. Dans le même esprit, il créa une Université impériale dont les professeurs étaient placés sous l'étroit contrôle du pouvoir et astreints au port d'un uniforme noir.

Une orientation profondément réactionnaire

Porté par une logique contre-révolutionnaire, le régime bonapartiste mit en place une politique résolument réactionnaire. Particulièrement

emblématique : la restauration par Bonaparte de l'esclavage en 1802 et l'envoi d'un contingent pour liquider la révolution haïtienne. Tout aussi caractéristique des orientations de ce régime : la création en 1804 du code civil, qui liquida tous les droits acquis par les femmes sous la Révolution. Considérées comme des mineures perpétuelles, les femmes furent placées sous l'autorité de leur époux, sans avoir aucun droit pour elles ni sur leurs enfants. En 1810, Bonaparte aggrava encore la situation, en stipulant que le féminicide devenait juridiquement excusable, dès lors que l'épouse était adultère. Ce caractère profondément réactionnaire du régime se retrouve aussi dans l'approche que Bonaparte avait du judaïsme. En 1808, Bonaparte publie un décret pour s'attaquer aux juifs qu'il considérait comme « des sauterelles qui ravagent la France », selon la logique antisémite dont il fit preuve durant toute sa vie. En rupture là encore avec l'œuvre de la Révolution, il fit des juifs des citoyens de seconde zone, sommés de s'intégrer dans la nation française. Ce même état d'esprit réactionnaire amena aussi Bonaparte à s'attaquer aux pauvres, en créant en 1810 le délit de vagabondage.

La farce impériale

Le 2 décembre 1804, Bonaparte se fit couronner « empereur des Français », un titre qui renvoyait aux fondements populistes de son régime. Conformément à une habitude bien établie, il fit confirmer son nouveau titre par un plébiscite, qui permit à son administration de montrer son dévouement en obtenant plus de 99,9 % de Oui. Le couronnement impérial fut toutefois un échec et se déroula dans un froid glacial, que renforça l'absence remarquable de toute liesse populaire, si ce n'est en faveur du pape qui avait fait le déplacement à Paris. Le grotesque couronnement de Bonaparte témoigne d'une contradiction majeure de ce régime. Toute la politique réactionnaire de ce régime l'amenait à restaurer des pans entiers de l'Ancien Régime. Après avoir, en 1802, créé l'ordre de la Légion d'honneur, Bonaparte créa en 1808 une nouvelle noblesse, en attribuant à ses soudards des titres nobiliaires. Cette politique de restauration monarchiste fut un échec, puisqu'elle indignait les républicains sans convaincre les royalistes, pas plus d'ailleurs que les puissances européennes qui considèrent toujours Bonaparte comme un parvenu sans légitimité. Malgré ses espoirs, Bonaparte s'avéra en réalité incapable de rallier les royalistes et la vieille noblesse. En 1804, il avait fait l'erreur de faire enlever et fusiller le duc d'Enghien, que sa police soupçonnait sans doute à tort de tremper dans un complot royaliste : la vieille France des

châteaux pouvait s'asseoir sur beaucoup de choses, mais elle ne pouvait lui pardonner d'avoir fait exécuter un prince de sang royal.

La mise à feu et à sang de l'Europe

Si Bonaparte avait pris le pouvoir sur un programme de paix, l'hostilité des puissances européennes et les dynamiques profondes de ce régime militaire l'amenèrent à ne laisser la France en paix que durant une seule année. Dès 1803, la guerre était de nouveau déclarée et permit à Bonaparte de conquérir un véritable empire. Basée sur la conscription, qui lui permettait de disposer d'une armée considérable, bien supérieure en nombre aux armées de métier des autres puissances, l'armée française mit à feu et à sang toute l'Europe. En 1805, Bonaparte écrasait les forces austro-russes à Austerlitz, ce qui lui permit de détruire le Saint-Empire romain germanique. En 1806, l'armée française anéantissait les armées prussiennes à Iéna, avant qu'en 1807 Bonaparte n'envahisse le Portugal et ne mette la main sur l'Espagne.

À la seule exception du Royaume-Uni et de la Russie, toute l'Europe était ainsi devenue française. Bonaparte créa des royaumes vassaux dans les pays conquis, qu'il confia à des parents, et s'engagea dans la création d'un nouvel empire d'Occident en épousant, en 1810, la fille de l'empereur François I^{er} de Habsbourg. Il se heurta toutefois aux peuples qui n'étaient pas prêts à tolérer l'occupation et le pillage auxquels les soumettait l'armée française, comme le montra la rapide détérioration de la situation en Espagne, où l'armée française ne put faire face à la guerre de guérilla que menaient les patriotes espagnols. Le vaste empire de Bonaparte ne constituait ainsi qu'un colosse aux pieds d'argile : l'échec en 1812 de la campagne de Russie donna le signal d'un soulèvement généralisé des nations européennes contre l'occupation française, qui fit s'effondrer le régime. Au terme de 15 années de dictature et de guerres, Bonaparte laissait une France exsangue qui avait perdu environ un million d'hommes au cours de ses guerres.

C'est là un triste bilan, qui devrait suffire à montrer qu'il n'y a rien à commémorer de ce régime autoritaire et réactionnaire que fut la grotesque dictature militaire de Bonaparte.

Laurent Ripart



Atelier de François Gérard, huile sur toile, 1805.

Tribune

Défendre l'expression indépendante des révolutionnaires, aux élections aussi

À l'heure où des résistances tentent de s'exprimer face à l'offensive du patronat qui s'accroît ainsi qu'à l'offensive réactionnaire, sécuritaire et raciste, du bloc de droite et d'extrême droite, et où la crise accélérée par la pandémie menace d'une catastrophe économique et sociale, il est indispensable que s'exprime la voix des anticapitalistes et révolutionnaires pour porter la colère ouvrière et populaire. Malheureusement, les camarades de la direction de la U imposent de façon antidémocratique des accords avec La France insoumise en Aquitaine et en Occitanie, dans la continuité de l'accord pour les municipales à Bordeaux. Nous ne nous résignons pas à ce que la politique du NPA s'adapte à celle de LFI.

Regrouper mais sur quel terrain et quelles bases ?

Les camarades qui soutiennent l'accord électoral en Aquitaine le justifient ainsi dans la presse : « regrouper les forces militantes politiques qui se côtoient dans les mêmes manifestations [...] et qui partagent des aspirations communes »¹. Mais nous n'avons pas d'objectifs stratégiques communs. Oui, nous voulons nous adresser à ces forces militantes comme à l'ensemble du monde du travail pour contribuer au regroupement de nos forces mais sur des bases d'indépendance de classe et avec la conviction que tout ce qui a été gagné par notre camp, l'a été par sa mise en mouvement. Et défendre cette délimitation politique n'empêche pas de nous adresser aux militantes,



PHOTO THÈQUE ROUGE / FRANCK HOULGATTE

aux organisations du mouvement ouvrier, pour rechercher une unité d'action qui aide aux convergences des mécontentements et des luttes.

Des accords électoraux sur les bases programmatiques de la FI

En Occitanie, adoption d'un « RIC régional » mais pour les travailleurs étrangers, on n'ira pas plus loin qu'une « préfiguration » de leur droit de vote... qui se limitera aux « élections locales et régionales ». On est très loin de « l'ouverture des frontières » ou de « la régularisation de tous les sans-papiers ». Très loin d'un internationalisme concret. Drôle de façon de combattre l'extrême droite.

Sur le terrain de la lutte contre le chômage, les accords se limitent à refuser des subventions aux « grandes » entreprises qui licencient. On sait pourtant que nombre de celles-ci s'appuient sur des ruptures conventionnelles pour masquer leurs plans de licenciements. Qu'en est-il de l'interdiction des licenciements et de la répartition du travail ?

Les fusions dites « techniques » sous couvert de « faire barrage » à l'extrême droite

En Occitanie, la possibilité est donnée de fusionner avec la liste PS-EÉLV-PCF. Au premier tour on « combat » les sociaux-libéraux, au second on fusionne ? Ce serait technique ? Le fait que nos camarades puissent se retirer de la liste en bout de course, ne change rien au problème. Nous n'avons pas à reprendre à notre compte la pression au rassemblement de « la gauche » au deuxième tour « pour faire barrage à l'extrême droite ». Ce ne sont pas des accords électoraux qui permettront de mettre en échec l'offensive réactionnaire... mais nos luttes, nos grèves et manifestations pour en finir avec trente ans de politiques antisociales.

Dans les mobilisations, les luttes et les élections, porter une perspective anticapitaliste et révolutionnaire

Aujourd'hui, le capitalisme court à la faillite, la pandémie accélère

le processus. Pour y faire face le monde du travail a besoin d'une politique qui pose la question de son contrôle sur la marche de l'économie et la société, la question de qui dirige au service de quels intérêts. Si le rapport de forces reste défavorable pour notre classe, les luttes depuis 2016 (Loi travail, Gilets jaunes, grève sur les « retraites », mobilisation de la jeunesse pour le climat, contre les violences policières ou la loi dite « sécurité globale ») ont posé ces questions. Les élections sont l'occasion de défendre nos idées révolutionnaires et un programme de mesures d'urgence anticapitaliste. En l'absence du NPA sur une telle ligne, que nous regrettons, nous appellerons pour notre part à voter pour des listes de candidats révolutionnaires, celles de Lutte ouvrière – de travailleuses et travailleurs qui expriment une perspective de rupture avec le système capitaliste et ses politiques.

Rassembler le NPA

Au-delà des tendances dont il est traversé, une majorité dans le NPA veut qu'il soit présent à la présidentielle. Engager sérieusement cette bataille nécessite un débat démocratique, loin de toutes menaces d'exclusion ou de scission. Nous avons besoin de rassembler nos forces, comme lors des élections présidentielles précédentes, autour d'une candidature du NPA, un plan de bataille qui en finisse avec le capitalisme, un système d'exploitation et d'oppression qui détruit la planète.

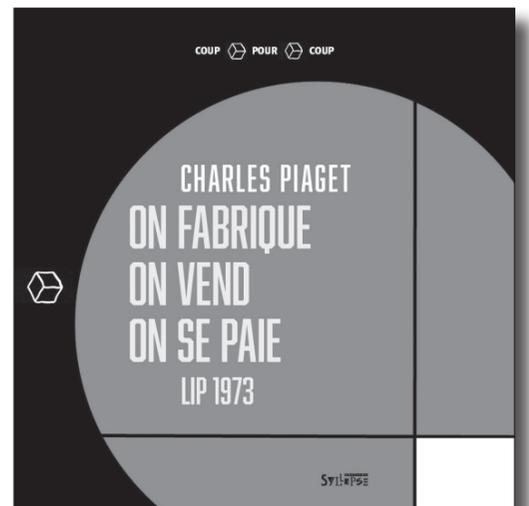
Armelle, Aurélien, Gaël, Marie-Hélène, Yvan, Zara (Comité exécutif)

1 – Mail interne.

Essai

On fabrique, on vend, on se paie: LIP 1973, de Charles Piaget

Éditions Syllepse, 83 pages, 5 euros.



La lutte de LIP en 1973 à Besançon a inspiré une abondante littérature, des films, des articles de presse. Pourtant jamais Charles Piaget, l'un des principaux militants de LIP, ne s'était exprimé dans un livre. Avec ce petit ouvrage c'est maintenant chose faite.

« Toutes et tous sont unis dans la lutte »

Charles, comme on l'appelle amicalement à Besançon, nous explique ce qui lui paraît le plus important dans ce conflit : la prise en main de leur destin de façon consciente par les travailleuses de LIP et surtout les travailleuses qui composaient la majorité des ouvrières de l'usine. Bref l'autogestion.

Jamais Charles ne se met en avant. Au contraire, il explique chronologiquement comment ces centaines d'ouvrières, de techniciennes, de cadres, face à un plan de licenciements massifs ourdi depuis des années, ont construit une intelligence collective qui leur a permis de tenir des mois et finalement de gagner, puisque que toutes et tous les salariéEs ont été réintégrés.

Truffés d'anecdotes, ce petit livre est d'une richesse incroyable. Charles donne, entre autres, son point de vue sur sa conception du syndicalisme avec des phrases dignes de l'ouvrier de précision qu'il fut : « En fait, l'essentiel dans la pratique syndicale, c'est ne pas faire de différence entre les salariéEs. Il est nécessaire d'être tous sur un pied d'égalité : hommes, femmes, OP, OS, techniciens, employés de bureau. Toutes et tous sont unis dans la lutte. » Nous l'adoptons intégralement ! Son ouverture d'esprit contagieuse a permis l'ouverture de l'usine durant toute la durée du conflit et son exceptionnelle popularité internationale.

Par gourmandise citons encore ce passage : « Un débat constructif, ce n'est pas un match que l'on doit gagner. Il ne s'agit pas de marquer des points, mais de dégager ensemble la meilleure ligne de conduite. Celle-ci n'appartient à personne. Elle est le résultat de la recherche commune ».

À Besançon la lutte des LIP et Charles font partie du patrimoine politique et syndical. À l'image du symbole dont se sont emparés les occupantEs du CDN de Besançon qui ont transformé LIP VIVRA en CIP VAINCRA sur les murs du théâtre.

Un petit livre qui fera certainement partie des classiques du mouvement ouvrier écrit par un grand monsieur.

Norbert Nusbaum

Bande dessinée

Sortie d'usine, de Benjamin Carle et David Lopez

Éditions Steinkis, 110 pages, 18 euros.

Après un concert avec le groupe Trust au plus fort de la lutte, après un film présenté à Cannes, voici donc une BD, un roman graphique, pour raconter l'histoire d'une usine, celle de GM&S à La Souterraine dans la Creuse. Ça fait partie des bénéfices collatéraux d'une longue mobilisation. L'auteur Benjamin Carle, qui est aussi le narrateur de l'histoire, avait entendu parler de la lutte des salariéEs contre les licenciements et la fermeture de leur usine. Il avait été touché par cette colère, cette dignité, ce refus de se plier à une quelconque fatalité. En effet, une lutte n'est jamais simple.

Usine en lutte

Mais pour défendre une usine survivante en plein territoire rural, au moment où l'industrie automobile liquide et licencie un peu partout, chez les équipementiers comme chez les constructeurs, il est plus facile de subir que de penser qu'on peut empêcher la catastrophe sociale et humaine. Surtout que ces dernières années, l'usine vit une longue période de sursis avec des ventes, reprises, des restructurations, des plans de réductions d'effectifs et de licenciements... L'usine, présente sur



ce site depuis 1963, a changé de nom neuf fois entre 1991 et 2017. Les salariéEs seront ballottés, pris dans les logiques capitalistes, de rentabilité et de productivité, dans une course à l'accaparement des profits entre les donneurs d'ordre (les constructeurs auto) et toute la sous-traitance. Ballottés aussi par la complicité de l'État et des pouvoirs publics, qui interviennent pour

« sauver » l'usine » en subventionnant systématiquement les repreneurs, plus ou moins magouilleurs, qui viennent plutôt faire des affaires que reprendre une activité industrielle.

Mais les ouvriers ne se laissent pas faire, ils se battent, dénoncent, se mobilisent, multiplient les actions, se font entendre, trouvent de la solidarité autour d'eux. Cette résistance est à comparer à celles des Conti, Goodyear, Molex, New Fabris, Ford, et tant d'autres. Même si elle n'inverse pas le long processus de liquidation, elle permet parfois de

repousser de plusieurs années les mauvais plans patronaux. Toutefois, ces luttes ne se résument pas à leur issue.

Résistance collective

Pour GM&S (désormais GMD), il ne reste aujourd'hui que quelques dizaines de salariéEs, quasiment plus aucune activité et la perspective d'une fermeture prochaine.

Mais la bataille continue, sur le plan judiciaire, contre le plan de licenciements, contre la précarité et le chômage pour celles et ceux qui perdent ainsi leur emploi, contre la disparition des emplois induits et les conséquences dramatiques sur les services publics, sur le petit commerce, sur la vie des gens dans le département. La bataille prend aussi une forme politique, avec un projet de loi travaillé et rédigé, pour renforcer les droits pour les salariéEs contre le pouvoir de nuisance des capitalistes, une loi pour protéger les autres, celles et ceux qui subissent et subiront d'autres plans de licenciements.

Cette BD parle de tout ça en montrant les visages, les acteurs de la lutte, les anciens comme les nouveaux. Une façon de montrer que la lutte paye toujours, parce que la résistance collective crée des liens humains de solidarité, elle apporte des bons et des grands moments, elle met en évidence la rapacité patronale, les capitulations des pouvoirs publics, les dégâts sociaux, elle permet de poser les problèmes politiques pour nos luttes et nos perspectives. Cette BD est une façon originale de se plonger dans cette histoire et cette réflexion.

Philippe Poutou et Béatrice Walylo

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★ la-breche.com
27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43
Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

Gérard Chaouat (1944-2021)

Gérard Chaouat est décédé vendredi 23 avril. Ex-militant du NPA et de la LCR, membre d'ENSEMBLE, immunologiste renommé, Gérard était un camarade précieux, que nous retrouvions dans toutes les luttes et qui acceptait toujours de répondre à nos sollicitations lorsque nous lui demandions d'écrire pour notre presse ou de participer à nos émissions en ligne. Pour lui rendre hommage, nous publions plusieurs textes écrits par divers camarades et structures, qui donneront une idée à nos lecteurEs de la personnalité et de l'investissement militant de Gérard. Hasta Siempre camarade!



histoire est la nôtre, son départ est notre tristesse.
L'équipe d'animation nationale d'Ensemble

Un militant infatigable

La section Paris 20° du NPA est extrêmement choquée et attristée d'apprendre le décès de Gérard Chaouat. Beaucoup d'entre nous partagent une longue histoire militante avec Gérard, pour d'autres l'histoire commune a commencé avec la fondation du NPA en 2009. Depuis 2012 Gérard a fait un autre choix avec la Gauche anticapitaliste et puis Ensemble! Néanmoins nous avons continué à militer ensemble dans différentes activités unitaires du 20° arrondissement. Gérard était un internationaliste convaincu et on se retrouvait également dans les actions de solidarité internationale. Militant pour le droit des femmes à l'IVG dès la première heure, on se retrouvait également au sein du Collectif IVG de Tenon. Militant infatigable et en même temps grand spécialiste en immunologie reconnu internationalement, Gérard était aussi d'une grande chaleur humaine. Il nous manquera. Nos condoléances à toutes et tous ses proches.

La section Paris 20° du NPA

Docteur de très haut niveau et militant de terrain

Sur ces listes nous sommes nombreux à l'avoir découvert sur Zoom ou Jitsi, lors des réunions du collectif «Brevets sur les vaccins contre la covid, stop. Réquisition», ou lors des réunions de l'Appel de Paris. À avoir écouté ou animé avec lui des débats sur les vaccins, les brevets, la lutte contre la covid. Mais Gérard, c'est bien plus que cela. Tout un pan de notre histoire et de nos colères. Immunologiste de la reproduction, pasteurien, directeur de recherche au CNRS, syndicaliste et militant

politique, Gérard Chaouat est décédé le 23 avril. Jamais avaro de ses explications savantes, toujours pédagogiques. Jamais le dernier à manifester, à agir, à bouger. Il faisait d'ailleurs partie du service d'ordre de son syndicat! Sandrine Caristan, chercheuse chez Sanofi et militante du collectif anti-sanofric, m'a informé de son décès. Le temps de regarder mes mails et de nombreux témoignages affluaient. Preuve de ses nombreuses vies! Il est possible de lire sa biographie sur le dictionnaire Maitron du mouvement ouvrier. Une biographie en forme de révision de l'histoire de notre siècle, entre guerre d'Algérie, métro Charonne, IVG et Planning familial, exclusion du PCF pour trotskisme, LCR puis NPA avec tous ses débats, puis Ensemble, la Palestine, les brevets sur les vaccins anti-covid.

Frank Prouhet

Au temps de la guerre d'Indochine

Mes souvenirs de Gérard remontent aux années 1960-1970, quand nous luttions contre l'escalade militaire US en Indochine – une guerre totale, prolongée, sans équivalent, menée sur tous les terrains. Le Vietnam était alors, véritablement, l'épicentre des conflits mondiaux: révolution et contre-révolution, bloc de l'Ouest contre bloc de l'Est, montée en puissance de la confrontation sino-soviétique... Dans ce contexte très spécifique, la solidarité internationale a joué un rôle important dans la période précédant la défaite impérialiste. Gérard en était très conscient et s'attachait tout particulièrement aux données géopolitiques et à la nature du soutien que le Vietnam recevait, au Nord, de la part de l'URSS (ou de la Chine): de quoi tenir, mais pas de quoi gagner, avec en perspective une nouvelle négociation entre grandes puissances pour redéfinir le compromis imposé au PCV en 1954. Comme d'autres l'ont déjà noté ici avant moi, c'est

pour cela que Gérard s'attachait à analyser la nature de l'armement reçu par Hanoi, en le comparant à l'armement qu'il aurait pu recevoir, mais dont il était privé. Il aurait été idiot de prétendre que Hanoi ne recevait pas d'aide, mais il importait de démontrer précisément les limites militaires et politiques de cette aide. Nous n'avons pas eu l'occasion de militer véritablement ensemble les décennies qui ont suivi, mais Gérard était de celles et ceux qui donnent envie de changer le monde.

Pierre Rousset

Gérard laisse une trace profonde

Comme en témoignent les nombreux messages qui ont suivi l'annonce du décès de Gérard Chaouat, il a laissé une trace profonde dans la vie de ceux qui l'ont connu ou croisé; sans doute en raison de la sympathie évidente qu'on ne pouvait manquer d'éprouver pour ce grand bonhomme, simple d'abord mais dont on sentait rapidement la détermination et la solidité des convictions: une balise et souvent un repère.

Je l'ai connu il y a 55 ans, quand je suis arrivé à la fac de médecine de Paris. Il avait quelques années de plus que moi et nous avons tout de suite lié une amitié qui a duré plus d'un demi-siècle. En ce temps-là avant 68, on se voyait très souvent pour discuter politique bien sûr, mais aussi de tas de choses: il était un puits de science et de connaissance, toujours avide d'aller à la racine des choses. Plusieurs ont parlé de son expertise technico-militaire sur l'armement russe au Vietnam. Je me souviens encore avec grande émotion de notre accablement en 67 quand nous avons appris la mort du Che en Bolivie. Je ne voulais d'abord pas y croire; nous avons discuté tard dans la nuit de ce que cela signifiait. Et lui présentait déjà ce que l'événement impliquait quant à l'évolution de la direction cubaine qui avait finalement lâché Guevara... Je me fichais gentiment de lui quand on se revoyait, en lui disant: «Mais tu ne changes pas, Gérard!» À quoi il me répondait invariablement: «Tu n'es plus matérialiste, Charles, on vieillit, on change et le monde n'a pas changé comme nous l'espérons...» Mais pour moi, il était toujours cette grande silhouette synonyme d'une fidélité à toute épreuve, alliage étrange de professeur Nimbus et de révolutionnaire professionnel en habit de scientifique de très haut niveau. Gérard était vraiment impressionnant pour ces raisons, en même temps qu'extrêmement chaleureux, amical et fraternel. Dans les discussions politiques, même quand on n'était pas d'accord, les échanges privés ou publics étaient toujours empreints de respect et de la joie de se savoir toujours embarqués sur la même galère. Repose en paix, Gérard, vieux frère.

Charles Michaloux

Un parcours militant exceptionnel

Notre ami et camarade Gérard Chaouat vient de nous quitter. C'était un ami que beaucoup d'entre nous connaissaient. Mais c'était aussi un parcours militant exceptionnel. Né en 1944, il fait de la lutte contre l'extrême droite pro-Algérie française au Quartier latin son premier combat au sein du Front universitaire antifasciste (FUA). Il se situe ainsi dans la génération militante qui, imprégnée des récits des horreurs de la Seconde Guerre mondiale, refusa le comportement de l'armée française en Algérie. Ces militantEs ont été à l'origine de la radicalisation qui devait déboucher sur mai 68. Une radicalisation qui, pour Gérard et ses camarades, est passée de l'Algérie au Vietnam, combat emblématique de ces années. S'étant orienté vers les études médicales, il apporta son soutien actif à la lutte pour le droit à l'avortement en pratiquant de manière illégale des avortements clandestins avant le vote de la loi Veil. Gérard rejoignit la JCR, la Ligue et la Quatrième Internationale. Il fut également un militant syndical au Syndicat des chercheurs scientifiques de la FEN, puis de la FSU (il était encore récemment membre de son service d'ordre). Il n'hésitait jamais à accomplir une tâche militante, ses camarades du 20° arrondissement de Paris le savent. D'origine juive, il mettait un point d'honneur à être déterminé dans son soutien à la lutte du peuple palestinien. Il animait à ce titre la commission Palestine d'Ensemble et s'était rendu sur les lieux avec une délégation de notre mouvement. Chercheur en immunologie, directeur de recherche émérite au CNRS, passionné par son travail (il allait encore au labo ces derniers temps), il faisait toujours le lien entre ses préoccupations scientifiques et les aspects politiques de la recherche et de la médecine, si essentiels en ces temps. Ensemble rend hommage à son parcours militant, un parcours fait de fidélité à nos idéaux, quels qu'aient été les aléas du militantisme des années qui suivirent 1968. Son

L'image de la semaine



Vu ailleurs

TURQUIE: DES TROUS DANS LE SOL EN RAISON DE L'ASSÈCHEMENT DES NAPPES PHRÉATIQUES. Des trous assez grands pour englober des maisons, creusés par la sécheresse, se sont multipliés ces dernières années dans les plaines les plus fertiles de la Turquie, suscitant l'inquiétude croissante des agriculteurs qui les voient se rapprocher des habitations.

«La situation, en ce qui concerne la sécheresse, est de pire en pire», s'alarme Tahsin Gundogdu, qui cultive notamment des patates dans la province de Konya (sud), qu'il vend au géant américain de l'agroalimentaire PepsiCo. Cet agriculteur âgé de 57 ans a vu ces dolines se multiplier depuis 10 ou 15 ans, conséquence de la surexploitation des nappes phréatiques. Elles sont parfois d'une profondeur vertigineuse. Ces dolines se forment lorsque les cavités souterraines qui contenaient de l'eau s'effondrent sous le poids du sol. Face à ce phénomène, les agriculteurs sont inquiets. En effet, acheminer de l'eau autrement pour irriguer leurs cultures coûte plus cher, réduisant leurs bénéfices. Mais continuer de pomper l'eau souterraine ne fera qu'aggraver le problème. Le professeur Fetullah Arik, de l'Université technique de Konya, a recensé environ 600 trous cette année dans la province, presque le double des 350 repérés l'an dernier.

Les agriculteurs, qui s'efforcent globalement de moins utiliser les eaux souterraines, doivent à la fois irriguer leurs champs plus souvent à cause de la sécheresse et chercher de l'eau ailleurs, ce qui gonfle leur facture d'électricité.

«Avant, arroser les champs deux fois par an suffisait. Aujourd'hui, nous devons le faire cinq ou six fois», explique Hazim Sezer, agriculteur à Karapinar, dans la province de Konya. [...]

Le ministre de l'Agriculture Bekir Pakdemirli avait estimé le mois dernier que la sécheresse dont souffrait le pays était surtout due à la hausse des températures et au changement climatique. Mais pour Baki Remzi Suicmez, il ne faut pas tout rejeter sur le changement climatique «quand nous savons que d'autres raisons concrètes existent». Selon lui, il faut «des mesures concrètes et rapides» de l'État pour aider les agriculteurs, citant une restructuration de leurs dettes et une prise en charge de leur facture d'électricité.

«Les dolines, ces vastes cratères qui inquiètent en Turquie» le HuffPost avec AFP, 23 avril 2021.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard		6 mois	1 an
Hebdo	<input type="checkbox"/> 35 € <input type="checkbox"/> 70 €	<input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 20 € <input type="checkbox"/> 40 €	<input type="checkbox"/> 1 an
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 45 € <input type="checkbox"/> 90 €	<input type="checkbox"/> 1 an
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois	<input type="checkbox"/> 12 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Tarif jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org